UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Impact socio-économique de la crise d'Octobre 1993 -2003 : cas de la commune Mpanda

Ndayiragije, Theddy; Sous la direction de : Dr. Elias Sentamba

2007
UB, FLSH
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1620

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI
FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES
DEPARTEMENT D'HISTOIRE

« IMPACT SOCIO-ECONOMIQUE DE LA CRISE D'OCTOBRE 1993 A 2003 : CAS DE LA COMMUNE MPANDA ».

Par

Theddy N D A Y I R A G I J E

Sous la direction de :
Dr. Elias SENTAMBA

Mémoire présenté et défendu publiquement en vue de l'obtention du grade de Licencié en Histoire
Option : Enseignement et Recherche

Bujumbura, Janvier 2006.

DEDICACE

A ma regrettée Sœur,

A mes parents,

A mes frères,

A tous ceux qui me sont chers,

Nous dédions ce travail.

AVANT PROPOS

Au terme du présent travail, il nous est agréable d'adresser nos vifs remerciements à toutes les personnes qui ont contribué à sa réalisation, ainsi qu'à tous ceux qui nous ont prêté main forte au long de notre cursus.

Notre reconnaissance s'adresse plus particulièrement au Professeur Elias SENTAMBA qui a accepté de nous guider dans nos premiers pas de chercheur. Nous garderons la mémoire de sa rigueur scientifique et de ses conseils qui nous ont été fort utiles.

Puissent tous les professeurs de F.L.S.H., particulièrement ceux du département d'Histoire, trouver ici notre profonde gratitude, pour la formation intellectuelle et humaine qu'il nous ont dispensée.

Nous remercions également toutes les personnes qui nous ont livré des informations. Nous pensons particulièrement à Monsieur Côme BARIGENERA, ancien Administrateur de la commune Mpanda, Madame NTAKARUTIMANA , vétérinaire de la commune, Monsieur NSANZERUGEZE , gardien du marché de Musenyi ainsi qu'à Monsieur Frédéric NDAYAMBAJE, Assistant agronome de la commune.

Pour vous chers frères, votre soutien pour nous demeure un don immense et mérite notre reconnaissance.

A tous ceux qui, en ce travail, reconnaissent leur participation d'un sincère esprit, nous disons un vibrant Merci.

Theddy NDAYIRAGIJE.

Sigles et Abréviations

1. AICF : Action international de lutte contre la faim
2. AFVP : Association française des volontaires du Progrès
3. BORU : Bulletin Officielle du Rwanda – Urundi
4. CRS : Catholic Relief Services
5. CAM : Carte d'Assurance Maladie
6. CDC : Centre de dépulpage et de conditionnement
7. CNDD-FDD : Conseil National pour la Défense de la Démocratie-Force de Défense de Démocratie
8. COTEBU : Complexe Textile du Burundi
9. DPAE : Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage
10. E.P. : Ecole Primaire
11. FSEA : Faculté des Sciences Economiques et Administratives
12. HPRC : Hôpital Prince Régent Charles
13. IRC : International Rescue Communitee
14. ONG : Organisation Non-Gouvernementales,
15. RDC : République Démocratique du Congo
16. R.U : Rwanda-Urundi
17. SRDI : Société Régionale pour le Développement de l'Imbo
18. TPO : Transcultural Psycho-social Organisation
19. U.B. : Université du Burundi
20. OTRACO : Office de Transport en commun

TABLE DES MATIERES

Pages

CHAPITRE 0 : INTRODUCTION GENERALE..... 1
1. Intérêt du sujet 3
2. Source d'informations 4
3. Articulation du sujet..... 4

CHAPITRE 1 : APPROCHES ET CONCEPTS DE *« CRISE »*
ET LA ZONE D'ETUDE..... 5
a. Approches et concepts de *« crise »* 5
b. La zone d'étude..... 12

CHAPITRE II :CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUES D'AVANT LA CRISE
D'OCTOBRE 1993..... 20
II.1. L'agriculture..... 21
II.2. L'artisanat..... 26
a. L'importance de l'artisanat dans la commune..... 26
b. Typologie des activités artisanales..... 26
- les activités artisanales de production..... 27
-les activités artisanales des services..... 30
II.3. Au niveau des services sociaux 32
3.1. Service de santé..... 32
3.2. Enseignement 34
3.3. Transport..... 36
3.4. Lieu de loisirs..... 37
3.5. Lieu de culte..... 38
II.4. Au niveau du commerce..... 39
4.1. Les buvettes 39
4.2. Les boutiques 41
4.3. Le micro-commerce..... 42

CHAPITRE III : L'EVOLUTION DE LA COMMUNE MPANDA DE 1993 A 2001..... 45
III.1. Les effets sur les secteurs sociaux..... 48
1.1. Le secteur de l'habitat..... 48
1.2. Le secteur de l'éducation..... 49
1.3. Le secteur de la Santé..... 51
III.2. Les conséquences de la crise sur l'économie nationale..... 53
2.1. Le secteur primaire..... 53
2.2. Le secteur secondaire 55
2.3. Le secteur tertiaire..... 57
III.3. La crise dans les activités agricoles..... 57
3.1. La diminution de l'espace cultivé..... 58
3.2. L'absence de conditions favorables au travail agricole..... 59
3.3. La crise et le café..... 61
III.4. L'élevage 66
4.1. Une diminution au niveau de l'effectif..... 67
4.2. Les causes de cette diminution 70
III.5. Le social..... 72
5.1. Pertes de certaines valeurs sociales..... 72
5.2. L'aggravation du chômage..... 73
5.3. Délinquance des jeunes..... 75
5.4. L'enseignement..... 76
III.6. La santé..... 81
6.1. L'infrastructure sanitaire 81
6.2. L'état sanitaire de la population..... 82
III.7. Les échanges..... 83
7.1. La baisse de l'offre sur les marchés..... 87
7.2. Les échanges inter-régionaux..... 88

CONCLUSION GENERALE..... 90
BIBLIOGRAPHIE..... 91

LISTE DES TABLEAUX,FIGURES ET CARTES

A. Tableaux & Figures

Page

Tableau 1..... 22
Tableau 2..... 30
Tableau 3 33
Tableau 4..... 46
Tableau 5..... 48
Tableau 6..... 50
Tableau 7..... 51
Tableau 8..... 67
Tableau 9..... 68
Tableau 10..... 77
Tableau 11..... 79
Tableau 12..... 80
Tableau 13..... 86
Tableau 14..... 86
Figure 1..... 63

B. Cartes

Carte n° 1..... 13
Carte n° 2..... 16
Carte n° 3 18

0. INTRODUCTION GENERALE

Au lendemain de la tentative de coup d'Etat du 21 octobre 1993, le Burundi vit l'une des plus grandes crises de son histoire. En effet une guerre fratricide marquée par des actes de génocide a emporté des vies humaines,laissant la majorité des Burundais dans le désespoir le plus total. Cette guerre qui n'est d'ailleurs pas encore terminée a touché presque tout le territoire burundais. Même les régions qui n'ont pas été directement touchées par le génocide ont été par après la cible des bandes armées ou ont subi d'une manière ou d'une autre les conséquences multiformes de cette guerre.

Outre les pertes en vies humaines, cette guerre affecte le secteur économique. En effet des infrastructures telles que des maisons et des magasins ont été saccagées ou pillées.

L'activité commerciale qui était naguère florissante a, elle aussi, été durement touchée. Certains centres commerciaux du pays ont été détruits partiellement ou totalement ;certaines localités sont devenues inaccessibles pour tel ou tel autre commerçant selon qu'il est de telle ou telle *« ethnie »*.

La guerre s'accompagne souvent d'un déplacement massif de la population. Certaines populations vont vers les centres et d'autres vont dans des forêts et des marais ; ce qui fait que le secteur agricole en souffre beaucoup.

En effet beaucoup de terres cultivables ont été laissées en « *jachère involontaire* » parce que des agriculteurs déplacés sont incapables d'entretenir correctement leurs champs. En plus du manque d'entretien des champs suite à l'insécurité, beaucoup de plantations surtout les vergers caféïcoles ont été incendiées par les bandes armées ou bien par des populations elles-mêmes manipulées. Etant donné que le café constitue la plus grande source de devises pour le pays, il est évident que l'économie nationale en pâtit effroyablement.

L'élevage n'a pas non plus échappé à la crise. En effet l'effectif du bétail et d'autres animaux domestiques a accusé une diminution considérable mais cela est surtout patent pour le cas du gros bétail qui est régulièrement contrôlé. Beaucoup de troupeaux de gros et de petit bétail ont été décimés ou tout simplement razziés par des groupes armés ou autres bandes de voleurs bien organisées. Même la volaille n'a pas échappé aux effets de la crise puisque nous observons plusieurs ménages sans volaille, ce qui était rare auparavant.

Enfin nous ne saurions pas terminer sans évoquer le domaine des infrastructures, qu'elles soient routières, scolaires, sanitaires, etc. En effet, beaucoup de routes ont été coupées tandis que d'autres sont devenues impraticables suite à l'insécurité ou au manque d'entretien. Certains établissements scolaires ainsi que certaines centres de santé ont été saccagés ou tout simplement fermés.

a. Intérêt du sujet

Le Burundi connaît une crise qui a profondément touché la société sur tous les plans. Cette crise a eu des conséquences néfastes que cela soit au niveau politique, économique, social, culturel, etc.

On a assisté à une désintégration progressive de la société burundaise. Quand on parle de cette dernière, certaines personnes voient directement les aspects politique et social. Ce serait une erreur de passer sous silence le désastre économique entraîné par cette crise.

Notre travail a pour intérêt de faire la lumière sur l'impact de la crise économique et sociale dans l'une des communes de la province de Bubanza : MPANDA. Non seulement il s'est manifesté parce que nous allions nous y approvisionner dans nos propres propriétés mais aussi que la commune commençait à connaître un développement économique considérable. Nous pensons qu'à l'aide de quelques données, nous aurons toutes chances de contribuer à la connaissance des réalités de cette commune. Nous osons espérer que ce travail pourra éclaircir la reconstruction puisqu'il fournira la situation qui prévalait avant la crise d'octobre 1993 ainsi que celle qui a prévalu pendant cette dernière.

Certes nous ne pouvons pas travailler sur toute la province suite au manque de moyens évident. Cependant la situation peut être comparable pour plusieurs entités administratives. Aussi une étude menée sur une quelconque circonscription administrative peut-elle être valable pour d'autres puisque la guerre a eu partout les mêmes aspects, seule l'ampleur peut s'avérer variable.

b. Sources d'informations

Vu la nature du présent travail, nous avons compté particulièrement sur les sources orales. Il s'agissait de mener, à base d'un questionnaire, des enquêtes dans toutes les zones de la commune Mpanda. Nous avons interrogé toutes les catégories socio - professionnelles confondues (fonctionnaires, commerçants, artisans et paysans,etc.

En plus de ces sources orales, nous avons utilisé les sources écrites qui comprenaient les ouvrages, les mémoires de licence, les synthèses des rapports des administrations communales, les documents divers, etc.

Dans le souci de dégager la vérité historique, nous avons confronté les informations tirées de ces deux sources (orales et écrites).

c. Articulation du sujet

Notre travail se subdivise en trois chapitres. Le premier sera consacré à deux points notamment l'étude du concept de crise ainsi que la présentation de la zone d'étude. Nous présenterons dans le premier point les approches explicites du concept de crise et le deuxième point la région d'étude.

Quant au deuxième chapitre, il fait état des activités socio-économiques qui prévalaient dans la commune Mpanda avant octobre 1993. Pour l'aborder, nous le divisons en trois parties. La première partie permet de voir la situation au niveau des services économiques et brosse le tableau de l'agriculture et de l'élevage. La deuxième analyse les services sociaux tandis que la troisième traite des activités commerciales.

Le troisième chapitres appréhende l'image de la commune Mpanda pendant la crise.

CHAPITRE I : APPROCHES ET CONCEPT DE « CRISE » ET LA ZONE D'ÉTUDE

A. Approches et concept de « crise »

Dans l'analyse des crises socio-économiques, il y a toujours des difficultés liées au lexique. En français et selon le dictionnaire Robert, le mot *« crise »* a trois sens principaux. Le premier est médical et désigne le moment d'une maladies caractérisée par un changement subit et généralement décisif. Il a également deux sens associés *« l'accident »* ou *« l'aggravation brusque d'un état chronique »* d'où sont déduits les définitions dérivées. Le deuxième renvoie à l'« accès psychologique à manifestation violente"et le troisième ; à la *« phase grave dans l'évolution des choses, des événements, des idée »* [1].

C'est dans ce troisième sens comme le suggère la citation de Marcel Mauss : *« la crise est un état dans lequel les choses irrégulières sont la règle et les choses régulières impossibles. C'est le moment où « ça ne colle plus », où tout le monde décolle avec tout le monde »* [2].

Cet apport de Marcel Mauss dans l'emploi du mot *« crise »*, en particulier dans l'expression *« crise social »* explique une rupture dans l'organisation de la vie en société. C'est l'idée d'un déliement *« action de se libérer d'une obligation »*, de se dégager du lien social. Ce qui s'est passé dans la commune Mpanda est identique à ce que Mauss a défini comme *« crise »*. Avec l'avènement de la crise de 1993, la population de la commune Mpanda s'est repliée dans des groupuscules soient d'attaque ou d'autodéfense.

---

[1] PAUL, ROBERT, Le petit Robert, Dictionnaire analytique et alphabétique de la langue française, Paris, Petit Robert, 1985, p. 1529.
[2] MAUSS, (M), La crise dans la région des Grands Lacs, Bruxelles, Clairfont, 1997, p.8

Le tissu social avait été disloqué et personne ne respectait plus personne. *« Les hommes étaient devenus des animaux sauvages de la foret, il n'y avait plus de respect aux supérieurs »* [3].

Selon le dictionnaire Robert, en grec *« KRISIS »* désigne la décision. Mais quand on consulte un dictionnaire greco-français comme le Bailly, on s'aperçoit qu'au sens premier, KRISIS est l'action ou la faculté de distinguer ; puis au sens deuxième *« l'action de choisir »*. Dans un troisième sens, KRISIS est « l'action de séparer (avec l'idée de dissentiment, d'une confrontation ou de la contestation). Ce n'est que dans le quatrième sens qu'on identifie l'idée de la décision qui concerne d'abord la décision judiciaire (jugement) puis l'issue ou le dénoncement et, ensuite la connotation que le dictionnaire prête à Hippocrate comme « *phase décisive d'une maladie* ». Enfin un dernier sens ne devrait pas nous laisser indifférent puisque KRISIS connote aussi *« l'explication ou l'interprétation d'un songe »* [4].

Ce détour par l'étymologie nous permet en fait d'élargir le sens commun qui prédomine en cette fin et qui associe la *« crise sociale »* à l'issue fatale de notre société. Mais ce sens du terme n'est pas perçu de la même façon par les auteurs. La notion des crises suscite des polémiques au sein d'écoles.

[3] NYUHURA , Th., 33 ans, habitant de la commune Mpanda, Mpanda, le 25 septembre 2003
[4] PAUL Robert, ... Op. cit. 1532.

Parmi elles , il y a le modèle économique. D'après cette approche, le mot crise englobe des phénomènes perturbateurs qui marquent la fin de l'expansion, le début de la récession.

Cependant dans le langage courant, on prend l'habitude de désigner par crise également la période de dépression qui suit la crise proprement dite. On parle à ce titre de *« crise de 1929 »* pour évoquer le Krach de Wall street, et de crise des années 1930.

L'expression *« crise du pétrole »* désigne le phénomène perturbateur de 1973. *«La crise désignant désormais couramment la période de ralentissement de la croissance »*[5]

> *« La crise économique se comprend alors dans son acception la plus généralement reçue comme un ensemble de processus économique défavorable et en rupture avec des tendances antérieures positives »*[6]

Cette définition est pertinente à plus d'un titre car elle introduit deux éléments qui nous paraissent intéressants dans la définition du phénomène de crise. Il s'agit des mots « *processus* » et « *rupture* ».

Le mot *« rupture »* de sa part suppose l'existence d'un système qui était structure et communicationnel. Or la communication est déterminée à son tour par la culture d'une société donnée.

---

[5] VALLERAY (A), GIACCOBI (M), AYDALOT (L), Economie Générale, Paris, Dunod, 1984, p. 227
[6] Axis Univers Documentaire, Paris, Hachette, Dossier 1993, p. 222.

« La culture s'entend ici non gras comme un ensemble de cultes ou de coutumes, mais, s'assimile aux structures de compréhension et de signification à travers lesquelles les hommes donnent formes à leurs expériences »[7].

De ce qui précède, il ressort que la rupture survient pour chambarder les équilibres structurels et fonctionnels. Ceux-ci n'ayant de sens que lorsque ils sont intégrés à un ensemble systémique dynamique régi dans son existence aussi bien par les tendances particularistes diversifiées de la réalité culturelle et historique que par les tendances universalistes rendues faciles par le progrès et la profusion des moyens de communications de masse.

Dans ces conditions la crise devient une réalité à la fois historique et systémique. Il faut entendre ici par système *« un ensemble délimité interdépendant de même espèce ou d'espèces différentes interagissant sur des processus caractéristiques et ayant des liaisons structurelles caractéristiques »*[8].

Puisque nous traitons de la dynamique des crises, analysons aussi leur impact sur la dynamique historique et systémique. Un raisonnement d'une telle orientation permet de distinguer les petites des grandes crises. *« Les petites crises ont des effets minimes sur l'évolution du cours de l'histoire tandis que les grandes crises sont celles qui bousculent de façon décisive les systèmes »*[9].

---

[7] BADIE (B), Culture et Politique, Paris, Economica, 1988, p. 15.
[8] SINAGAYE (A), Analyse systémiques en ancienne Politique, U.C, Louvain, DSP, 1992, p.17.
[9] PAUL Robert ..... Op. Cit. P. 1535

L'analyse quantitative de l'histoire économique et sociale dit que la crise frappe de façon différente. *« D'abord elle frappe par sa durée. Dix ans est une période comparable à celle de la crise de 1930. Ce qui change cette fois, c'est que dix ans après le début de la crise, même si les espoirs de la reprise semblent s'amorcer dans certains pays, il n'apparaît pas prochainement de sortie globale de la crise. Ensuite la crise frappe par son ampleur. Si l'on peut dans le discours sémantique s'interroger sur l'existence même de la crise, on ne peut pas nier que l'ampleur de certains phénomènes, notamment le chômage, fasse apparaître une situation objective de crise »* [10].

Aussi selon l'encyclopaedia Universalis *« la crise est une courte période qui surgit au cours d'une maladie où des réactions, par exemple une poussée de fièvre, mènent soit au sursaut décisif du malade, soit à la victoire de la maladie. Il y a donc décision et la crise désigne ce processus bref, indécis et convulsif qui précède cette décision »*[11].

Cette définition est partagée par André Comte-Sponville pour qui *« la crise est un changement rapide et involontaire, qui peut s'avérer favorable ou défavorable, mais qui est toujours difficile et presque toujours douloureux. Etymologiquement c'est le moment de la décision ou du jugement, c'est à dire le moment décisif : non que l'on décide d'une crise mais parce qu'elle nous oblige à nous décider, on décide à notre place »*[12].

Elle sera aussi partagée par les concepteurs du dictionnaire français de la médecine et de biologie pour qui la crise est au sens large, le moment d'une maladie caractérisée par un changement subit et généralement décisif en bien ou en mal.

---

[10] VALLERAY (A), GIACCOBI (M), AYDALOT (L) . *op. cit.* p. 231

[11] TOUSSAINT (J), *« Sur la crise» in Encyclopaedia Universalis*, France, Symposium, les enjeux- Paris, 1990, p.13

[12] COMTE-SPNONVILLE (A), Dictionnaire philosophique, Paris, Masson, 1976, p.201.

C'est ainsi que dans ses analyses, sur la complexité du phénomène de crise Hippocrate disait qu'elle est un phénomène isolé de l'environnement qui l'a créé. Donc il explique la crise comme un phénomène social qui serait en contact avec les lois de la dynamique sociale.

Pour cela, il a démontré cette connection comme suit : « *le malade, le médecin, l'environnement, le devenir tels sont les éléments qui entrent ici en connexion qui permet de seul distinguer et de définir l'état de crise, du malade nous dirons qu'il subit une crise, du médecin qu'il observe de la maladie qu'elle la manifeste, de l'environnement qu'il la déclenche, du devenir qu'il le constitue en sa spécificité au point qu'il appartient au médecin de tenter de reconnaître et de maîtriser le devenir en sa singularité* »[13]

Cet apport d'Hippocrate insiste surtout à la méthodologie en plaçant la crise dans un environnement vaste et communicationnel.

La définition biomédicale qui est d'essence organiciste est une théorie développée par Spincer et autres. Elle consiste à analyser la société et l'ensemble des phénomènes y afférents sur le modèle de l'organisme humain.

Cette multiplicité d'approches nous a permis de voir que le schémas théorique d'analyse des crises encore présent dans de nombreux esprits représente le «*phénomène crise* » comme un passage momentané et temporaire dans le «*long fleuve tranquille* » de la paix.

---

[13] HIPPOCRATE, Des airs, des eaux et des lieux, cité par MAUSS, p. 7.

L'on voit bien que, d'après ces approches de *« crise »*, les perturbations, les ruptures, les conflits, qui ont les conséquences d'une crise sont venus perturber la paix au Burundi en général et dans la commune de Mpanda en particulier. La crise dans la commune de Mpanda a toutes les caractéristiques des crises que l'on a citées ci-haut. Tous les domaines de la vie de la commune MPANDA ont été touchés par cette crise.

Au point de vue social, la crise a replacé les habitants de la commune dans un état de dépendance humanitaire, a divisé ses habitants jusqu'à ce qu'ils habitent séparément que ce soit sur les collines ou dans des centres de déplacés.

Au point de vue économique, la commune de Mpanda a évolué dans le négatif. A cause de cette crise plusieurs commerçants ont quitté la commune pour aller ailleurs ou pour se réfugier dans les pays limitrophes. Tous les projets de développements ont été suspendus. La production agricole a diminué car les agriculteurs et les éleveurs étaient dans des centres de déplacés ou s'étaient réfugiés dépendant des humanitaires.

Au point de vue politique, la commune de Mpanda a été plusieurs fois déstabilisée par des bandes armées et par l'absence d'autorités chargées d'encadrer sa population. Tout cela faisait perturber ou abandonner les projets que les groupements en associations ou le gouvernement s'étaient proposés de réaliser. Dans la commune de Mpanda comme dans tout le pays au lieu de mettre en avant les compétences on a privilégié l'ethnisme ou le clientélisme.

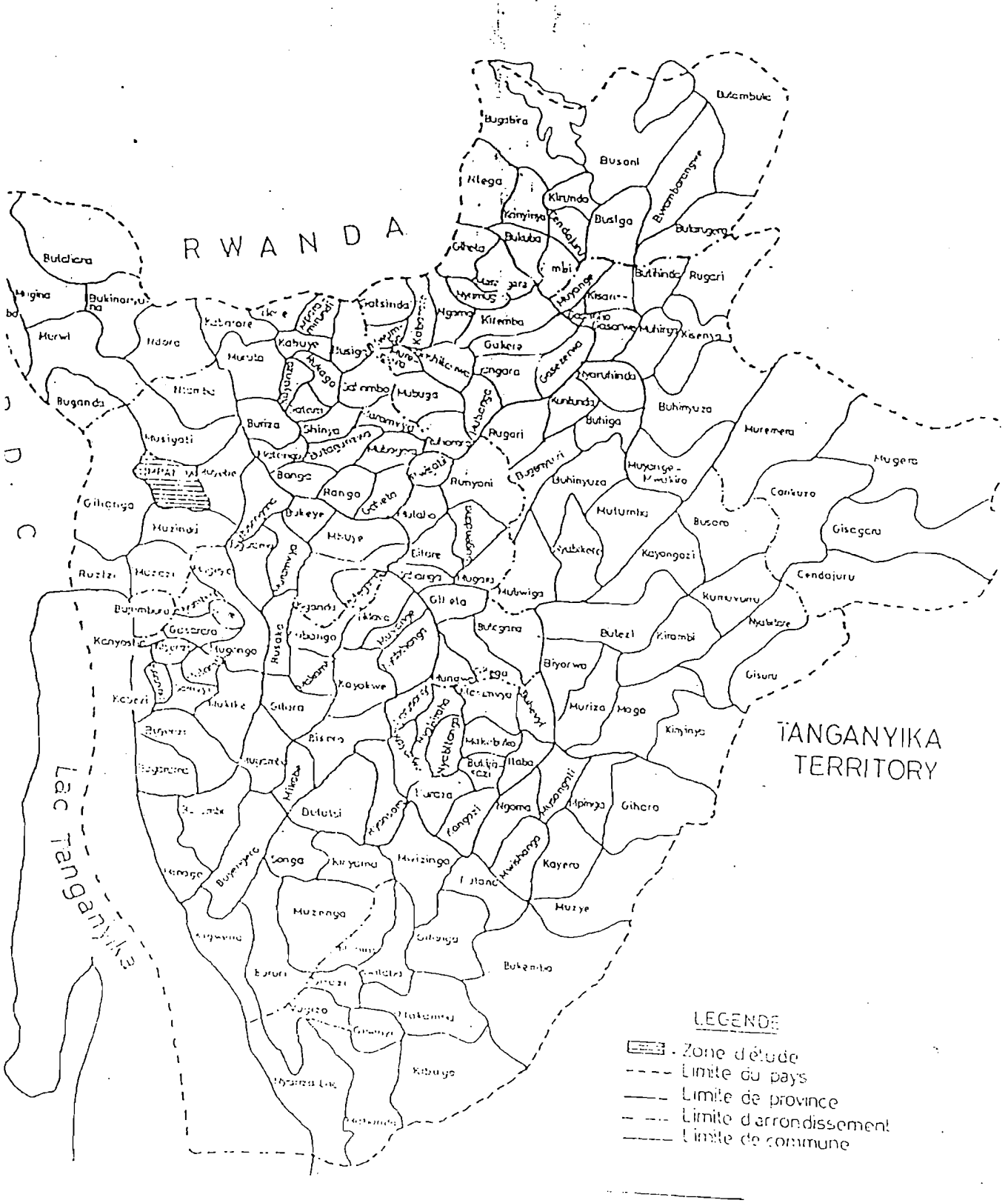
b. La zone d'étude

La commune de Mpanda est située à l'ouest du Burundi dans la province de Bubanza et à quelques 24 km de la capitale Bujumbura vers le Nord. Elle est née dans la sous-chefferie des Baniga et dans la partie droite de la rivière Kajeke.

Cette commune est faite de deux régions la première est située en bas de la RN9 tandis que le deuxième est située en haut de la R N 9. La première région est constituée de plaines aux végétations herbeuses mêlées d'arbres aux épines et à une longue saison sèche alors que la deuxième est constituée de collines aux fortes pentes et vallées profondes ainsi que des pluies abondantes. La partie se trouvant dans les collines s'appelle les contreforts.

La commune de Mpanda a été créée dans trois périodes à savoir en 1960, 1965 et 1982. Avec la réorganisation administrative du Burundi en 1960, la commune de Mpanda avait comme limite Gihanga, Musigati, Muyebe et Muzinda comme le montre la carte n° 1.

Carte n° 1 : LES COMMUNES DU BURUNDI (1960)



Cette réorganisation administrative du Burundi avait comme objectif la recherche d'une entité autonome et d'une personnalité civile reconnue aux entités décentralisées.

« Les sous-chefferies, les circonscriptions urbaines et les centres extra-coutumiers sont constitués chacun dans leurs limites en communes provisoires »[14]. On les appelait provisoires car elles seront groupées ensemble pour subvenir à leurs besoins en tant que circonscriptions autonomes.

Et,en tant qu'entité décentralisée, la commune avait des obligations précises : *« pour qu'on puisse parler de collectivités décentralisées, il faut trois conditions : il faut que les collectivités décentralisées aient des affaires propres. Il faut que les affaires soient gérées par des organes propres. Sans être totalement indépendants du pouvoir central, il faut qu'ils ne soient pas soumis à un contrôle très étroit*[15]*».*
Ainsi les communes avaient des obligations à remplir par exemple la création des écoles, des dispensaires, des complexes sportifs, le développement de moyens de transports et la construction de la voirie revenaient à la commune.

Pour cela, les communes nécessitaient des ressources financières. Elles bénéficiaient des capacités qui étaient prévues par le décret-loi du 14 juillet 1952 pour les sous-chefferies.

---

[14] Décret intérimaire de du 25 décembre 1959 sur l'organisation politique du Rwanda Urundi in B.O.R.U. n° 1, 37ème Année, 1960, Art. 1.

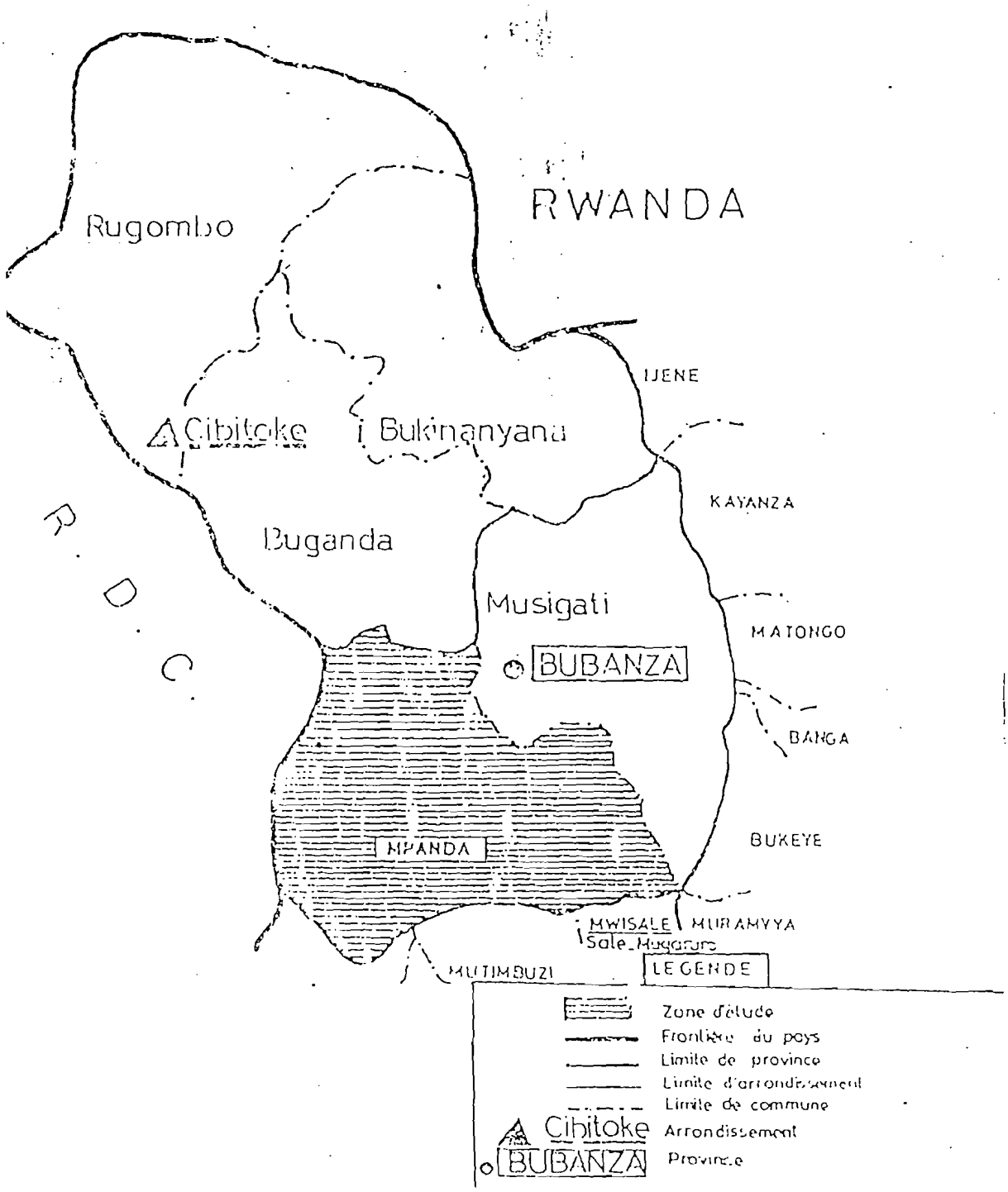
[15] NGENDAKUMANA , D., *La commune et le développement socio-économique du Burundi*, Mémoire, UB, FSEA, Bujumbura, oct. 1978, p. 16

Mais le rapport du 1er janvier 1964 montre que ce groupement n'a rien rapporté au niveau des caisses. La commune de Mpanda à cette période n'avait encaissé que 913.933 Fbu. Cette somme était dérisoire vu les obligations communales et cette situation financière n'était pas la seule à Mpanda.

Elle trouvait ses recettes dans l'impôt prélevé parmi les hommes polygames ainsi que tous les biens et services vendus dans la commune mais suite à une population peu nombreuse les recettes n'étaient pas abondantes alors qu'une partie de celles-ci devait être cédée à l'Etat.

Donc pour faire face à ce problème des ressources des communes, il a fallu une autre réorganisation administrative du pays. C'est ainsi que les communes ont été réduites pour être 78 en vertu de l'arrêté-loi n° 001/767 du 1er septembre 1965. Suite à cette réorganisation, la commune Mpanda venait de couvrir 568 Km^2 et ses limites s'étaient étendues car elle est arrivée jusqu'à la frontière avec l'actuelle République Démocratique du Congo. Cette commune avait comme limite la R.D.C. (ex.-Zaïre), Buganda, Musigati, Sale-Mugaruro ainsi que Mutimbuzi (voir carte n° 2).

Carte n° 2 : LES COMMUNES DE LA PROVINCE DE BUBANZA (1965)



Source : Réalisation personnelle à base des données de l'organisation territoriale du Burundi.

GAHAMA (J.) op. cit. Pge 67.

La réorganisation administrative de 1965 avait réglé le problème de ressources mais avait aussi engendré un autre problème, celui de l'encadrement de la population.

Pour ce qui est des ressources financières, elles ont augmenté parce que la population était devenue nombreuse, donc les contributions avaient augmenté et renflouaient les caisses de la commune. La preuve en est que la situation de l'encaisse générale mentionnée dans le rapport du 01/01/1967 était de 5.602.238 fbu.

Bien que la situation financière se soit bien portée l'encadrement s'est avéré une tâche très difficile car le territoire à administrer était devenu très vaste pour les encadreurs : *« Dix sept ans après le 1er découpage, la croissance démographique était toujours continue et le nombre moyen par commune avait atteint 55. 700 habitants. Il y avait lieu de craindre que les administrateurs communaux soient placés » dans l'impossibilité de faire face à leurs obligations*[16].

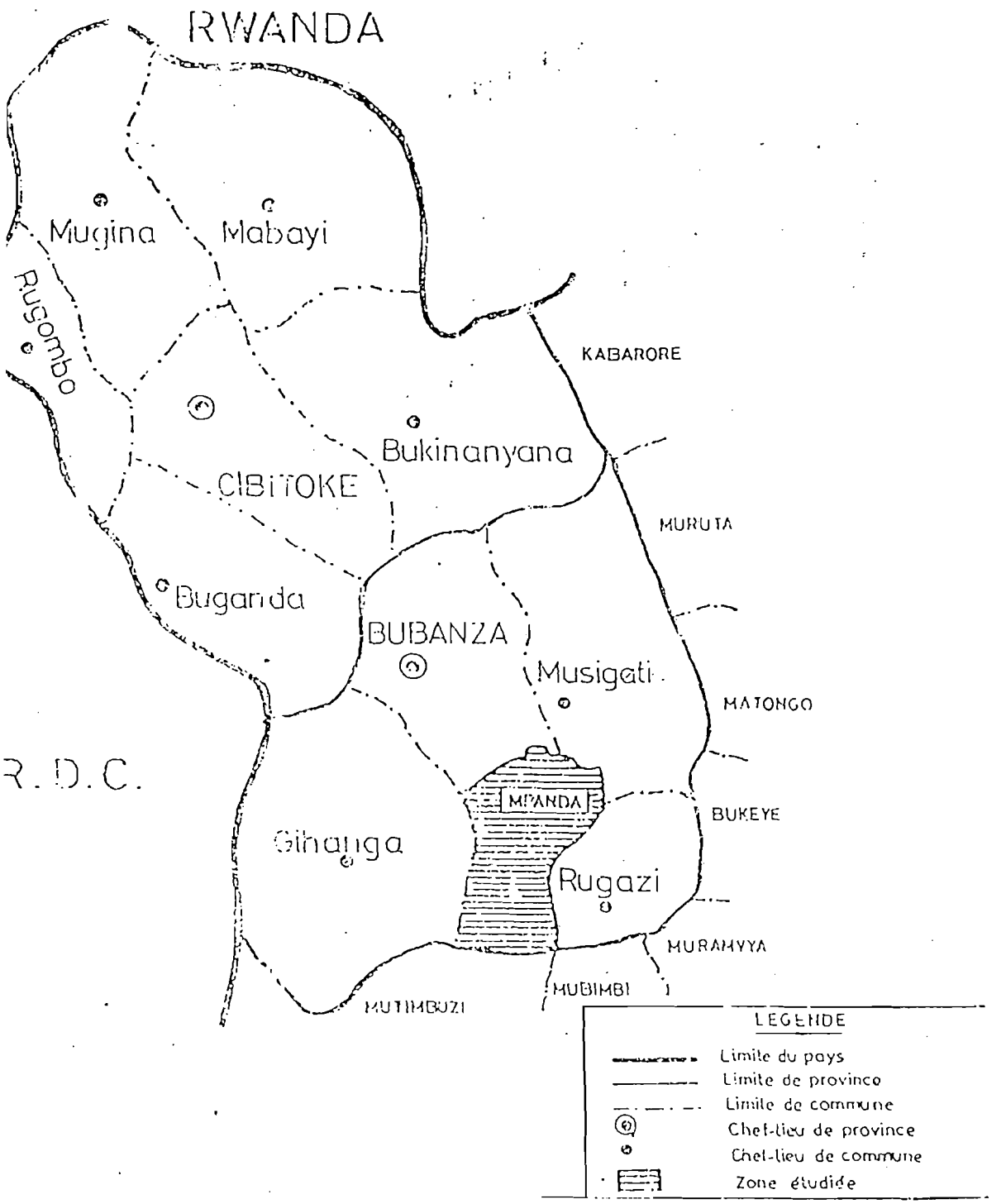
Pour cela il fallait revoir les limites et c'est ainsi que dans le cadre d'approcher la population à l'administration, il a fallu augmenter le nombre de communes en vertu du décret-loi n° 1/29 du 24 septembre 1982 qui faisait passer les 79 communes à 114.

Avec cette troisième réorganisation administrative, la commune de Mpanda avait désormais pour limites Bubanza, Rugazi, Gihanga Mutimbuzi, Mubimbi et Musigati avec une superficie de 125,3 Km² (voir carte n° 3)

---

[16] RUTAKE , P., Développement décentralisé, mutations politiques, pouvoir local et développement communal au Burundi, Paris, Publissud, 1992, p. 54.

Carte n° 3 : LES COMMUNES DE LA PROVINCE DE BUBANZA (1990).



Source : Réalisation personnelle à base des données de l'organisation territoriale du Burundi, GAHAMA (J) op. cit. p 80.

Avec ces réorganisations administratives, les zones de la commune de Mpanda ont changé à deux reprises. Les zones créées en 1965, il s'agit de Gihanga, Buvyuko, Nyeshanga, Butanuka et Muzinda qui sont restées en place jusqu'en 1982.

La zone joue un rôle d'une entité déconcentrée : *« La déconcentration externe se manifeste quand l'autorité supérieure délègue une partie de ces pouvoirs à un fonctionnaire qui agit en ses lieu et place dans une localité du territoire éloigné du centre de décision »*[17].

Mais cette loi n'avait rien modifié pour ce qui est des zones de la commune de Mpanda. Avec la réforme de 1982, l'étendue des communes avait été modifiée, certaines zones furent érigées en communes : il s'agit de Gihanga et Muzinda (actuelle Rugazi). En commune de Mpanda, les zones de Buvyuko et Nyeshanga revenaient respectivement aux provinces de Bubanza et Cibitoke. Il fallait donc créer une zone, celle de Musenyi, pour compléter la seule qui restait : Butanuka.

Jusqu'aujourd'hui, la commune de Mpanda n'a que deux zones celles de Musenyi située dans la partie des Mirwa et de Butanuka située dans la plaine de l'Imbo. Les deux zones sont séparées par la R.N. 9.

Pour ce qui est des secteurs, la zone, de Musenyi en a 6 : Il s'agit de Musenyi, Gifurwe, Murengeza, Nyamabere, Rubira et Rugenge tandis que Butanuka en a 9 : Butanuka, Butemba, Gahwazi I et Gahwazi II, Gatagura, Kanenga, Masha, Nyomvyi et Ruziba. Il faut savoir que le secteur de Gahwazi a été scindée en 2 secteurs à partir de 1997 car il était trop vaste.

---

[17] NDIKURIYO C. Administration provinciale au Burundi, Mémoire, Université du Burundi, Faculté de Droit, Bujumbura, juillet 1982, p.18.

CHAPITRE II : LE CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUES D'AVANT OCTOBRE 1993

Une étude désirant faire la lumière sur une situation chaotique au niveau socio-économique ne saurait avoir de crédibilité si elle ne se base pas sur les données concrètes. Pour ce faire nous avons essayé de collecter par ici et là des données qui pourraient nous être utiles dans l'élaboration de ce chapitre.

La commune a connu d'intenses activités économiques bien avant la crise d'octobre 1993, celle-ci ayant atteint son paroxysme en 1995.

L'impact de la crise va donc se faire sentir dans tous les domaines et surtout sur le plan économique et social soit par la paupérisation progressive de la population soit par la récession au niveau économique.

Dans la commune Mpanda, il y avait des habitants qui exerçaient plusieurs activités à la fois pour essayer de survivre. Dès lors il devenait impossible de les classer dans les différents secteurs économiques.

De ce fait nous allons aborder ce chapitre sous trois rubriques d'activités exercées autrefois dans la commune de Mpanda. Il s'agit de l'agriculture et de l'élevage pour le secteur primaire, de l'artisanat pour le secteur secondaire et du commerce pour le secteur tertiaire.

II.1. L'Agriculture

Le Climat salubre de la région où se trouve la commune Mpanda permet à la population de se livrer à des activités tant agricoles que pastorales.

Par sa position, une partie se trouvant dans l'Imbo et l'autre sur les contreforts (Mirwa), cette commune est favorable à l'agriculture puisque les facteurs écologiques et humains sont réunis. Par facteurs écologiques, il faut entendre l'ensemble des conditions du milieu qui régissent le comportement des organismes vivants et par facteurs humains, il faut entendre la main-d'œuvre.

a. Le calendrier agricole

L'agriculture est liée au régime des pluies et là où il n'y a pas de pluies on fait l'irrigation. L'excès ou l'insuffisance des pluies pour l'agriculture est défavorable. Dans la commune, la partie des contreforts, l'année agricole commence en septembre avec la tombée des premières pluies et prend fin au mois de Juin, période correspondant à la saison pluvieuse. Cette période comprend en principe deux saisons culturales. La première s'étend de septembre à janvier et la seconde de février à mai.

La partie de la commune de Mpanda se trouvant dans la plaine de l'Imbo connaît des perturbations au cours de la saison des pluies, c'est-à-dire qu'entre septembre et juin s'observe une absence presque totale de pluies. Pour lutter contre cette sécheresse précoce, on fait l'irrigation pour permettre la distribution de l'eau dans la plaine.

Calendrier agricole de la commune Mpanda.

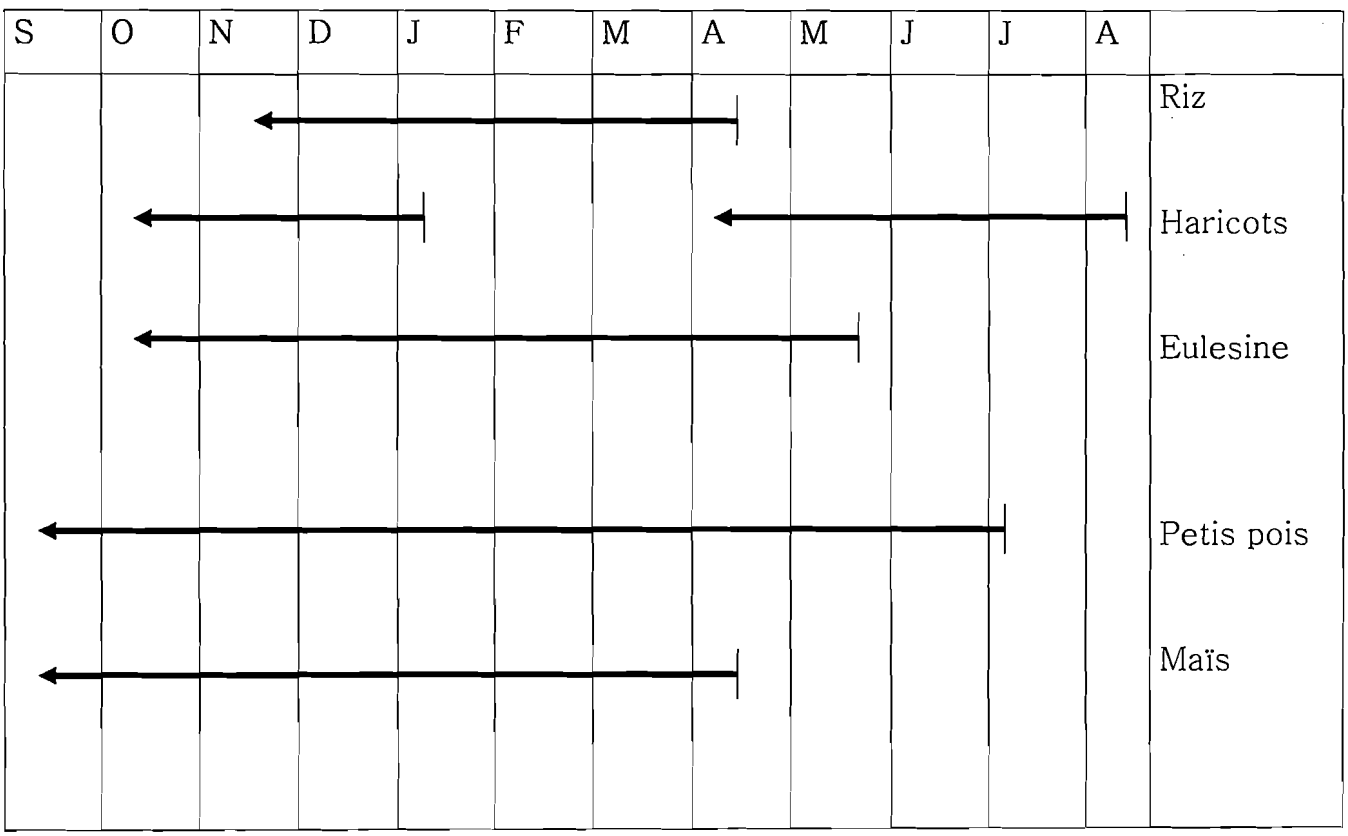


Tableau n° 1 :

Legende

: Semis

: Récolte

Récolte échelonnée

Tableau réalisé à base d'une enquête auprès de l'agronome de la commune Mpanda.

Si on regarde le calendrier agricole, on voit que la commune de Mpanda a une terre propice à l'agriculture vivrière.

Les agriculteurs de cette commune pratiquent des cultures dites industrielles à côté de l'agriculture vivrière ainsi que la culture maraîchère. Les cultures industrielles se trouvant dans la commune sont le café, le palmier à huile et le riz.

Le café comporte deux formes dans la commune Mpanda : le café robusta est cultivé dans la plaine tandis que le café arabica se trouve dans la partie des Mirwa. Le café arabica se pratique dans des plantations individuelles et procure d'importants revenus aux agriculteurs. Le café robusta est destiné aux grandes entreprises oeuvrant dans la pleine de Rusizi, il n'est pas trop répandu à cause du manque d'eau et d'engrais ; ce qui fait que dans la plaine, la population se tourne vers la plantation du riz. *« Si on était capable d'avoir des engrais chimiques, on aurait planté le café robusta. Mais actuellement une pareille opération n'est pas si simple car il est difficile d'acheminer l'eau dans cette plaine-là faute de moyens »*[18]

Le riz est l'autre culture très répandue dans cette commune. Il existe sous deux formes : le riz de montagne et le riz irrigué. Ces deux sortes de riz exigent une importante quantité de l'eau. Le promoteur du riz dans le plaine de la Rusizi, la société régionale de développement de l'Imbo (SRDI) se charge aussi de la circulation de l'eau dans les plantations suivant la croissance du riz.

[18] NDAYAMBAJE, F., 57 ans, Assistant de l'Agronome de Mpanda, le 25/09/2003

C'est elle même qui fournit l'engrais et les plants à repiquer. En contre partie la population bénéficiaire doit rembourser son dû et la SRDI se charge d'acheter tout le riz récolté (riz paddy) pour éviter des ventes ailleurs. Mais la population n'est pas du tout d'accord vu l'effort fourni pour atteindre la récolte car la SRDI leur achète a bas prix. *« Même si on nous donne de l'engrais et des semences, c'est rien car ce sont eux-mêmes qui reviennent acheter le riz paddy à bas prix alors que l'on les paie dans cet même argent de vente »*[19]

Le riz de montagne est cultivé sur les contreforts. Il est lié aux aléas climatiques. Cela veut dire qu'il peut lui manquer de l'eau au moment où il est en train de croître et il s'ensuit une production médiocre. Pour ce qui est de la production même, elle est très élevée dans la plaine car elle peut atteindre plus de 50 tonnes par hectare tandis que un hectare dans les contreforts peut avoir une production plus ou moins de 25 tonnes.

b. Elevage

L'élevage est une autre caractéristique du Burundi qui ne saurait être dissociée de l'agriculture : *« Quoi qu'il en soit, une civilisation agro-pastorale est née sur les hautes terres du Burundi où la régularité des précipitations et l'abondance des pâturages ont certainement favorisé le développement de l'agriculture et de l'élevage dans une étroite symbiose »*[20].

[19] RURIHOSE, C., 61 ans, Agriculteur à Mpanda, Mpanda, le 25 septembre 2003
[20] ALBERT, (L), « Elevage », Atlas du Burundi, M C F, 1979.

Les paysans sont par là en même temps éleveurs et agriculteurs car ils vont augmenter leur productivité agricole par le biais du fumier provenant de l'élevage et lequel fumier utilisé dans l'agriculture comme fertilisant.

Pour ce qui est de la commune Mpanda, il y a trois sortes d'élevage. Il y a d'abord l'élevage intensif qui est réservé aux fermes et où l'on pratique la stabulation permanente. Cela veut dire que le bétail est alimenté à l'intérieur de la ferme. Dans cette commune, il y a deux fermes celles de Gifurwe et de Randa. La ferme de Gifurwe se consacrait à la production laitière, laquelle était estimée à quatorze litres de lait par jour et par vache. On y élevait la race frisonne mais cette race n'a pas pu s'y adapter à cause d'une température trop élevée. L'autre ferme, celle du Randa, s'attelait à l'introduction de bovins dans les fermes pilotes en milieu paysan. Mais cette objectif n'a pas non plus atteint les résultats escomptés car en 1976, elle a été confiée aux particuliers constitués en une société mixte destinée à approvisionner les boucheries de Bujumbura.

Ensuite, il y a l'élevage semi-intensif où les éleveurs pratiquent un élevage proche de celui des fermes. Avant la crise beaucoup d'individus commençaient à investir dans ce genre d'activité, il y en avait beaucoup qui s'inspiraient de cette pratique. Enfin, il y a un élevage ordinaire où les éleveurs ont un nombre très réduit de bétail et qui n'exige pas trop de pâturages ni trop de suppléments. Pour ceux-la le bétail passe la journée dans les pâturages et reçoit des compléments au retour.

II.2. L'artisanat

L'artisanat est une activité représentative du secteur secondaire dans la commune de Mpanda. La prolifération des activités artisanales avant la crise va nous permettre de faire typologie suivante.

a. L'importance de l'artisanat dans la commune Mpanda.

Jusqu'au mois d'octobre 1993, il y avait une diversité d'activités artisanales, la menuiserie, l'entretien du matériel divers, briqueterie... étaient les activités les plus courantes.

En effet la multiplication d'artisans était le phénomène observé dans la commune de Mpanda. Le besoin d'argent pour survivre poussait en effet les habitants à recourir aux activités artisanales diverses.

Dans toute la commune, le recensement de 1990 place les artisans et les ouvriers des métiers en deuxième position avec un effectif de 107 individus derrière le groupe des manœuvres et ouvriers non qualifiés et vendeurs de services évalués respectivement à 849 et 218 acteurs.

b. Typologie des activités artisanales

Malgré leur diversité, les activités artisanales dans la commune de Mpanda se regroupaient en deux catégories. La première mettait en évidence les activités artisanales de production transformant les produits primaires en produits finis, ensuite les activités artisanales de service.

- *les activités artisanales de production*

De nombreuses activités artisanales de production étaient éparpillées un peu partout dans la commune. C'était notamment la maçonnerie, la briquetterie, la menuiserie et la fabrication du vin prohibé tel « *kanyanga* » ou « *rutuku* », etc.

Les fabricants de briques étaient temporaires car ils n'opéraient que pendant la saison sèche pour pouvoir sécher les briques en terre au soleil. Ce sont ces matériaux de construction qui sont habituellement utilisées par les gens à faible niveau de revenu.

Comme ces briques ne résistent pas aux intempéries, beaucoup de constructions s'érigent pendant la saison sèche. Cette saison est la plus favorable aux nombreux artisans comme les briquetiers et les menuisiers qui utilisent les matériaux durables. Les briques fabriquées dans cette commune étaient vendues localement et même à Bujumbura pour les briques cuites.

En effet, notre étude a été menée au moment où tout a été bouleversé par la crise, ce qui fait qu'au cours de notre enquête les fabricants de briques adobes ont été rencontrés à côté des maisons en cours de construction.

Les briquetiers rencontrés sur terrains nous ont dit qu'ils coulent au moins 200 briques chacun par jour et qu'ils doivent le faire avant que la pluie ne tombe.

La fabrication des briques adobes ne nécessite pas de spécialisation : il suffit de disposer d'un moule, d'eau et de bonne terre. Cependant pour gagner du temps, il faut cinq briquetiers pour avoir au moins neuf cent briques par jour. Notons que le coût s'élevait à 4 FBu par brique sauf pour les briques cuites dont le coût s'élevait à 10 FBu par unité du bois de chauffage ; ce qui s'explique par bois de chauffage que nécessitait la cuisson.

Pour la menuiserie, l'outillage élémentaire ne permettait pas de produire des produits de luxe. Le bois qui est la matière première était très rare et cher. Avec un faible revenu, les menuisiers de la commune de Mpanda étaient obligés de travailler avec du mauvais bois parce qu'incapables d'importer le bois de qualité. La plupart des objets de la menuiserie proviennent de Musigati.

C'est surtout avec la création de l'école polyvalente de Gatagura que la menuiserie se modernise de plus en plus. D'après l'ancien administrateur de la commune Côme BARIGENERA , il existait 17 menuiseries, Nous avons visité ces menuiseries et avons trouvé qu'il ne restait que 9 encore en activité. Quatre ateliers appartiennent chacun à un groupe de personnes en association de trois à quatre personnes.

Ce sont ces ateliers qui gagnaient davantage avant le crise : ils recevaient en moyenne 100.000 Fbu par semaine à condition d'honorer les engagements pour les commandes faites. D'autres menuiseries appartenant à une seule personne gagnaient à peine 30.000 Fbu par semaine. Les produits couramment fabriqués consistaient en lits, fenêtres, portes, armoires, etc.

Ces produits n'étaient achetés que par des gens aux revenus moyens, voire aux revenus faibles des quartiers périphériques de Bujumbura, sinon les autres achetaient dans des ateliers plus équipés à Bubanza et à Bujumbura.

La vannerie était une autre activité occupant les gens de la commune de Mpanda. Elle fabriquait diverses sortes de paniers. Il y a des paniers fait en bambous ou en lianes. Les objets permettant la fabrication de paniers en l'occurrence des bambous sont très rares dans la commune. C'est ainsi que la plupart des paniers proviennent des zones où les bambous sont en abondance comme à Rugazi.

Concernant les fabriquants de boissons, la préparation de la boisson *« Rutuku »* était d'abord strictement interdite par les autorités administratives en raison de son degré d'alcool trop élevé. Aussi les fabriquants opèrent-ils dans la clandestinité.

La fabrication de la bière de sorgho n'était pas non plus régulière dans la commune de Mpanda à cause de la faible production du sorgho. Le sorgho utilisé était acheté dans d'autres provinces telles Kayanza, Muyinga et Kirundo. Ici il faut savoir que ces deux dernières provinces restent les principaux fournisseurs du sorgho utilisé dans les différentes régions du pays qui n'en produisaient pas en quantité suffisante.

Certaines activités artisanales de production étaient exercées de façon occasionnelle pour deux raisons. D'une part elles dépendaient de la régularité de l'approvisionnement en matières premières. D'autre part, l'écoulement des produits finis sinon l'offre risque d'être supérieure à la demande.

- les activités artisanales de service

L'artisanat de service occupait une place de choix dans la commune de Mpanda. Il regroupait parfois plus d'un artisan en association comme le montre le tableau suivant.

Tableau 2 : Typologie d'artisanat de service dans la commune de Mpanda en 1992

Catégorie d'artisanat de service	Nombre d'ateliers par catégorie	Nombre d'artisans en association
Couture	9	1 à 3
Coiffeurs	8	1 à 3
Machiniste (machine à décortiquer)	7	1 à 3
Réparation de bicyclettes	7	1 à 2
Cordonnerie	3	1

Source : Tableau confectionné par nous-même à base de données d'une enquête personnelle et d'une enquête réalisée par la commune de Mpanda en 1992.

Les tailleurs, les cordonneries, les réparateurs de bicyclettes ainsi que les coiffeurs étaient les différents artisans de service rencontrés dans la commune de Mpanda avant la crise d'octobre 1993. Certains travaillaient dans les ateliers où ils s'étaient associés à deux ou à trois et engageaient même des aides pour un travail rapide et efficace.

De tous ces artisans les couturiers étaient les plus nombreux (cf. tableau 2) : des ateliers confectionnaient ici et là des habits à bas prix. La clientèle était surtout constituée de femmes qui faisaient confectionner leurs pagnes et les habits des enfants. En faisant confectionner les vêtements, ces femmes spéculaient sur les prix par rapport aux prêts-à-porter qui reviennent non seulement à plus cher mais aussi les consommateurs n'ont pas toujours la latitude d'en choisir ni les tissus ni la touche au niveau de la confection.

Les ateliers occupaient une maisonnette à côté de la maison d'habitation. Les propriétaires embauchaient d'autres tailleurs qu'ils payaient soit journalièrement soit mensuellement en fonction de la clientèle.

Il existait aussi des tailleurs avec une seule machine mais ceux-ci n'avaient que des clients occasionnels apportant des habits par raccommodage et rarement des tissus à confectionner. Après les couturiers, les cordonniers, les réparateurs de bicyclettes, de montres et des transistors occupaient une place de choix sur la liste des artisans de service.
Ils étaient également plus nombreux et éparpillés à plusieurs endroits dans la commune, faute de maison de travail. La plupart se plaçaient sous un arbre ou à côté d'une maison ou même sur un axe très fréquenté s'ils n'ont pas de place au marché de Musenyi.

Il existait enfin des ateliers métalliques dans la commune : ils se situaient à Mpanda et à Musenyi. Ils ne faisaient que souder des grillages, des portes, des lits en fer et autres objets ne demandant pas de grands travaux ni de matériel lourd.

La prolifération des activités artisanales dans la commune de Mpanda mettait en évidence l'importance de ces activités et cela nous montre que ce secteur faisait vivre une certaine frange de population à revenu faible.

II.3. Au niveau de services sociaux

3.1. Services de santé

Deux centres de santé existaient à l'intérieur de la commune de Mpanda avant la crise d'octobre 1993. Situé à quelque cent cinquante mètres du bureau communal, au chef lieu de la commune, le Centre de santé n'était pas cependant équipé pour dispenser tous les soins sanitaires nécessaires à la population. Il avait été créé dans le cadre de la mise en exécution du plan quinquennal 1968 - 1972. Quant au centre de santé de Butanuka, il avait été mis sur pied dans le but d'alléger la souffrance des patients venant des endroits éloignés de la commune.

Les soins que dispensaient ces centres de santé n'étaient guère satisfaisants. Ces centres de santé avaient un faible capacité d'hospitalisation par manque d'infrastructure d'accueil. Aussi les cas graves nécessitant de l'intervention chirurgicale devraient-ils être acheminés vers l'hôpital Prince régent Charles, l'hôpital public accessible aux gens à faible niveau de revenu à Bujumbura.

Actuellement le seul centre de santé dont dispose la commune, celui de Mpanda, a été réaménagé par l'Association Française des volontaires du Progrès (AFVP). Sa capacité d'accueil en termes d'hospitalisation a été d'autant plus étendue que le centre de santé de Butanuka a été détruit pendant la crise.

Tableau n° 3 : Infrastructures et équipements sanitaires en commune de Mpanda (1992)

Superficie	12.5 km²
Population	34.751 habitants
Centres de santé	2
Personnel de santé qualifié	9
Lits d'hospitalisation	20
Habitants par centre de santé	17.376 habitants
Habitants par personnel de santé qualifié	3861 habitants
Habitants par lit	1 738 habitants
Rayon en km	4.5

Source : Antenne régional du Plan, programme de développement de la provice Bubanza 1993 – 1997, Bubanza, 1992, p. 6

Ces centres de santé se trouvant dans la commune de Mpanda étaient fréquentés par les habitants des communes avoisinantes et cela même avant la crise de 1993.

Enfin des guérisseurs traditionnels de cette commune restent très fréquentés surtout par ceux qui préfèrent être sous traitements des médicaments traditionnels.

La commune de Mpanda ayant toujours été le parent pauvre en termes d'équipement sanitaire et de personnel qualifié, ses habitants étaient contrés de recourir aux hôpitaux de Bubanza ou de Bujumbura.

3.2. Enseignement

La commune de Mpanda n'avait pas plus de dix écoles sur toute l'étendue de son territoire avant la crise de 1993. Il y en avait trois dans la pleine : Murengeza, Nyamabere et Musenyi . Il y en avait sept dans la partie des Mirwa : Butanuka, Gatangura, Gifurwe, gahwazi, Ruziba, Masha et Butembe.

Concentrées pour la plupart autour du Chef-lieu de la commune, ces écoles accueillaient 90% des élèves de la commune. Il faut dire que les infrastructures scolaires sont mal réparties (plus on s'éloigne du Chef-lieu de la commune moins il y a des écoles) et demeurent insuffisantes pour une commune aussi vaste (125.3 km²). C'est ainsi que les écoliers étaient contraints de se rabattre sur les autres zones voisines ou sur le chef -lieu de la commune, ce qui supposait plusieurs kilomètres de marche pour arriver à leurs écoles.

Précisons que nombre d'écoles demeurent inachevées, y compris celles situées au chef-lieu de la commune : certaines ont quatre ou cinq salles de classes et d'autres en ont six mais chaque fois d'une capacité d'accueil inférieure aux besoins de la population scolaire (la capacité est de quarante élèves mais les effectifs s'élèves jusqu'à soixante voire soixante dix élèves). *« L'instruction est un des droits à l'éducation fondamentaux de l'homme et, dans tous les pays, le droit à l'éducation est généralement consigné dans toutes les constitutions, y compris au Burundi.*

Cependant dans les pays en voie de développement, où les moyens sont bien en deçà des besoins à combler, certains droits sont concédés de manière limitées, la demande excédent plusieurs fois l'offre »[21]. *0* C'est ainsi qu'avec l'insuffisance de locaux, aucune classe n'est dédoublée.

Concernant l'enseignement secondaire on n'observe pas un seul établissement qui ait le deuxième niveau du secondaire dans la commune de Mpanda. Le seul collège communal qui n' a ouvert ses portes que depuis 1994, fonctionnait dans des locaux empruntés à la commune où travaillait une association des couturières de Mpanda. Ledit collège est logé pour une partie dans l'ancien « foyer » (atelier de l'association des couturières citées plus haut) et pour l'autre dans un local que la population a construit dans le cadre des travaux de développement communautaire. Autrement dit aucune école n'a jamais été construite dans cette commune.

La plupart des enfants en âge scolaire ne fréquentent pas l'enseignement primaire et ceux qui le font poursuivent rarement celui du secondaire. Les raisons sont multiples. Mentionnons-en trois :

- D'abord les écoliers n'ont pas de modèle à suivre : la plupart de leurs grands frères n'ont pas été à l'école.
- Ensuite l'école n'est pas à leurs yeux un passage nécessaire pour survivre sur les collines de Mpanda.
- Enfin, les infrastructures et l'équipement scolaire restaient fort insatisfaisants et éloignés de certaines localités, les établissements scolaires étant concentrés au chef-lieu de la commune.

---

[21] NIYONGABO , D. *Le comportement et le rôle de la jeunesse burundaise dans la crise d'octobre 1993*, Bujumbura, U.B., 1992, p. 57.

En effet la politique de multiplication des écoles dans le pays n'a pas atteint ses objectifs dans cette commune : même si l'Etat burundais déclarait être préoccupé par la scolarisation dans enfants : « *Dans le mouvement gigantesque du peuple qui veut sortir du sous-développement économique et mental, le ministère de l'éducation nationale et de la culture a le devoir et la responsabilité de guider le peuple dans la lutte contre l'ignorance* »[22].

L'étendue du territoire et le nombre d'écoles s'y trouvant ainsi que les classes qu'elles comptent, l'on pouvait s'attendre que la demande soit toujours supérieure à l'offre. C'est pour cela que la majorité des enfants, par manque d'équipements scolaires dans la commune, allaient fréquenter les établissements scolaires d'ailleurs (les communes avoisinantes, Bujumbura-rural ou Bujumbura Mairie) surtout pour les écoles primaires.

Face à cette insuffisance d'établissement scolaire le système de la double vacation, multiplication des écoles publiques et des écoles de formation artisanale comme celles de Gatagura et de Gahwazi constituent des alternatives louables.

3.3. Transport

Les frais de transport demeurent très élevés pour certains ménages. Autour des années 1992, le prix d'un ticket de bus Mpanda-Bujumbura s'élevait à 200 Fbu. Ce prix a progressivement augmenté. Il fut au départ de 10 Fbu avec l'introduction du transport en commun, dans les années 1970, dans la commune de Mpanda ; à ce moment les camions de transport en commun étaient appelés « *NGERI-NGERI* » et atteint actuellement à 600 FBu pour les bus et 800 FBu pour les « *taxi-collectifs* ».

---

[22] MANIRIHO , R., *Etude des conditions d'installation des déplacés du génocide d'octobre 1993 dans les camps de Kiyange, Carama et Kanyosha*. Bujumbura, U.B. 1992, p. 91.

Ce qu'il faut signaler, c'est que la commune de Mpanda était bien desservie même par l'OTRACO (Office des Transports en commun) qui opérait à Bubanza en passant par le Chef-lieu de la commune. Les bus de l'OTRACO ont été concurrencés par ceux des particuliers. Les habitants de Mpanda préféraient les bus privés dans la mesure où ils avaient l'avantage de s'arrêter à n'importe quel endroit sur demande d'un passager, alors que les bus de l'OTRACO ne s'arrêtaient qu'à des stations précises et attendaient un long moment avant de partir. Les bus des particuliers étaient fort achalandés pour la simple raison qu'ils étaient plus rapides et plus réguliers. Auparavant la route RN9 qui assure la liaison Bujumbura-Bubanza (le centre) via Mpanda n'était pas goudronnée, elle l'a été pendant la crise (de 1993 - 1995).

La majorité de la population se déplace à pied qu'elle se rende au service ou aille vaquer aux activités quotidiennes. Il existait un certain nombre de gens qui utilisaient la bicyclette comme actuellement pour les déplacements à faible comme ceux à longue distance.

3.4. Lieu de loisirs

Sous-équipée en infrastructures collectives, cette commune disposait cependant d'un bâtiment au chef-lieu de la commune servant du cinéma (ciné Mpanda). Il existe aussi certains endroits où l'on pouvait regarder des films dans les ménages.

Des salles de projections cinématographiques improvisées sont fréquentées par une foule de jeunes en particulier les après-midi et surtout le week-end.

S'agissant du sport, il existait un espace vert entre les bureaux de la commune et le centre de santé de Mpanda où se rassemblaient des jeunes pour jouer au football.

Le terrain de volley-ball du chef-lieu de la commune servait également aux fonctionnaires oeuvrant à MPANDA pour jouer avec d'autres personnes venant de l'extérieur. Un vaste terrain de football se trouvant dans la zone comprise entre le chef-lieu de la commune et la zone de Musenyi était aussi utilisé par les amateurs du football.
Il faut signaler qu'il n'y avait pas de terrain de basket-ball. Etant donné le manque d'espace et d'infrastructures de sport, les adolescents improvisaient des jeux dans les rues et les cours intérieures des écoles.

La commune attirait les personnes qui faisaient des pique-niques et venaient découvrir des endroits inconnus dans les contreforts de Mirwa. Malheureusement l'insécurité a freiné ce genre de tourisme qui était bénéfique pour la population de Mpanda en terme de commerce.

3.5. Lieux de culte

La commune de Mpanda abritait pas mal d'églises et de sectes avant la crise et même pendant celle-ci. En effet la majorité des habitants sont des catholiques dans cette commune. Ces derniers avaient eu la chance d'avoir des lieux de culte qui ont une capacité d'accueil considérable.

Auparavant une petite église existait à Gifurwe dans la zone de Musenyi, laquelle datait de très longtemps. Son exiguité avait poussé la communauté chrétienne à l'agrandir pour l'adapter aux effectifs sans cesse croissants des fidèles.

Pour les protestants de petites églises existaient au chef-lieu de la commune, à Buringa et à Masha. C'étaient en réalité de petites salles de prière fréquentées par les protestants baptistes, méthodistes, adventistes, pentecôtistes surtout les jours de la semaine. Sinon les dimanches et les jours de fêtes, ils se rendaient dans les églises-mères à Bujumbura. Ceci dépendait de la secte d'appartenance. Il en est aussi pour les Témoins de Jéhovah et les adeptes de Bahaï.

En ce qui concerne les musulmans aucune mosquée n'a jamais été édifiée dans la commune de Mpanda. Les musulmans se dirigeaient les vendredis vers les mosquées situées à Kinama, Cibitoke, Buyenzi ou allaient tout simplement à la grande mosquée du quartier asiatique à Bujumbura pour la prière de la semaine.

II.4. Au niveau du commerce

Le commerce est une activité qui fait vivre pas mal de personnes dans la commune de Mpanda. Selon notre enquête, le commerce était exercé sous différentes manières. En effet mis à part, les boutiques et les buvettes, le commerce ambulant était aussi développé. Tout au long de la R.N 9 ou devant les maisons, des étalages sur lesquels on vendait des sachets d'arachides, de beignets, de paquets de cigarettes, des fruits des légumes··· nous confirmaient qu'avant la crise presque tout le monde pouvait avoir quelque chose à vendre.

4.1. Les buvettes

Il existait dans la commune de Mpanda des buvettes vendant les produits de la Brarudi tels la bière « *Primus* » et « *Amstel* » d'une part, et les produits artisanalement fabriqués tels le jus fermenté de banane dit « *Rugombo* » ou une sorte de liqueur prohibée dit « *Rutuku* » d'autre part.

Les buvettes pour la bière « *Primus* » et «*Amstel* » étaient associées à une boutique alimentaire comme nous l'avons signalé plus haut. Il n'existait pas de boutiques alimentaires associées au bar par « *Rugombo* » dans la mesure où la propreté dans les lieux de ce vin n'était pas du tout de nature attractive, même l'odeur qui risquerait de chasser les clients qui n'en consomment pas y étant pour quelque chose. Les lieux de vente de la bière « *Primus* » associés à la vente de brochettes et de bananes étaient plus fréquentes. Et à chaque fois des enfants proposaient aux clients des cacahouètes (arachides grillées), œufs cuits et des cigarettes vendues par pièce ou par paquet.

Les buvettes de « *Primus* » et d' «*Amstel* » sont inégalement fréquentées, tout dépendant de l'équipement. Sûrement que la présence d'un réfrigérateur, l'usage de verres, la décoration, l'usage de la musique moderne, sa propreté··· attirent davantage des clients. Le jus fermenté de banane est en général réservé aux populations du terroir qui restent attachées au mode de vie rurale. En effet les gens pauvres boivent du jus fermenté de banane dit « *Rugombo* » tandis que les personnes plus à l'aise matériellement sont enclines à consommer de la bière « *Primus* » ou « *Amstel* . Il faut distinguer « *Rugombo* » d'un autre type de jus de banane que l'on appelle « *Insongo* ». C'est un jus de banane où l'on n'a pas ajouté de l'eau lors du brassage, ce qui lui procure une plus grande concentration d'alcool. Ce vin est souvent vendu dans les buvettes à côté de la bière « *Primus* » mais à un prix plus élevé par rapport à cette dernière.

On ne peut pas dire que seules les boissons signalées ci-haut étaient consommées dans la commune de Mpanda. La bière de sorgho par exemple y était vendue mais non pas dans les buvettes. Elle était commercialisée dans des ménages par les femmes mais sa production n'était pas régulière.

Pour ce qui est de l'alcool « *Rutuku* », il était interdit par l'administration communale et par conséquent sa fabrication ainsi que sa consommation demeuraient clandestines. Cette boisson est interdite à cause du degré d'alcool trop élevé qu'il contient mais il était toujours fabriqué clandestinement.

4.2. Les boutiques

Dans la commune de Mpanda, il n'existait de bâtiments aménagés exclusivement pour un but commercial. Néanmoins, une petite pièce ou chambrette d'une maison d'habitation pouvait servir de boutique. Le client était servi à travers la fenêtre parfois bien protégée par des grillages.

L'enseigne publicitaire sur le mur externe permettait de reconnaître les boutiques, chacune attirant ses clients par une publicité susceptible d'être comprise raison pour laquelle l'affiche était écrite en kiswahili et kirundi. Par exemple on observera « *FANTA YA BARIDI* » ou »*FANTA ZIKANYE* » pour signifier limonade « *Fanta fraîche* » . Les boutiques diffèrent par importance des articles sur les étalages. Certaines avaient un stock important, d'autres avaient peu d'articles. Signalons que la bière « *Primus* » était toujours omniprésente tant dans les boutiques que dans les maisons d'habitations.

Celle qui étaient vendues dans les maisons d'habitations était consommées par des vieilles femmes qui n'osaient pas se rendre dans les bistrots. Les boutiques alimentaires associées au bar étaient plus visitées par rapport aux boutiques alimentaires tout simplement. Signalons enfin que l'approvisionnement de ces boutiques alimentaires se faisait à partir du marché central de Bujumbura ou des grands magasins du quartier asiatiques reconnus comme étant le centre de commerce de gros par excellence.

4.3. Le micro-commerce

Dans la commune de Mpanda, on observait un commerce très florissant selon l'enquête réalisée par la commune, on constate qu'il était rare de trouver une colline sans une ou deux maisons qui font le commerce avec parfois des stocks très réduits au strict minimum.

Les boutiques de la commune de Mpanda qu'elles aient des stocks remplis ou pas, n'étaient pas toutes connues par la commune pour être imposées.

A ces boutiques vient s'ajouter une foule de revendeurs ambulants ou fixes. Le micro-commerce est caractérisé par la vente au détail et même au tout petit détail. Des objets divers étaient vendus presque partout dans la commune soit dans les maisons d'habitation, soit sur les étalages devant les maisons ou le long des voies de circulations.

Dans les habitations la bière « *Primus* » était le seul produit qui alimente le commerce de gros. D'autres produits comme les arachides, les fruits, les beignets, les bombons, les savons ··· faisaient l'objet de commerce le long des axes routiers. Le métier de commerçant est considéré comme un métier accessible à tout le monde, ce qui explique la prolifération des petits commerçants fixes ou ambulants. C'est une activité qui ne demande aucune formation professionnelle particulière ou préalable.

Le micro-commerce fixe est donc aux mains des femmes qui mettaient sur une tablette quelques sachets de cacahouètes, du sel, des fruits, des légumes, etc. Alors que le commerce de détail ambulant est l'affaire des jeunes garçons qui s'approvisionnaient en articles divers dans des magasins et au marché central de Bujumbura, ces jeunes gens parcouraient des collines et des collines de la commune en proposant aux clients de passage ou à domicile.

En définitive le phénomène de micro-commerce est plus visible aux alentours du marché de Musenyi et au chef-lieu de la commune ainsi que le long de la route macadame.

La commune de Mpanda était habité par une population généralement à faible revenu avec une densité de 383 hab/km², troisième commune peuplée après Bubanza et Gihanga qui ont atteint respectivement 391 hab/km² et 397 hab/km².

Le premier recensement du Burundi donnait un accroissement naturel élevé de 2%. Comme tout autre entre rural d'Afrique noire, cet accroissement naturel élevé restait sa grande caractéristique.

Concernant les infrastructures techniques, elles restaient en état lamentable, vu leur salubrité qui laissaient à désirer malgré les efforts de la commune. Sinon cette commune gardait l'image de centres ruraux d'Afrique.

Intégré dans un mode de vie moderne, diverses activités ne nécessitant pas de formation s'exerçaient dans la commune de Mpanda. Le commerce et l'artisanat restaient des métiers pratiqués par pas mal de population après l'agriculture. Etant dans une commune à faible niveau de revenu, chaque habitant essayait de survivre en exerçant au moins deux activités à la fois. Ainsi on pouvait trouver une famille vivant au moyen de l'agriculture et du commerce, de l'agriculture et de l'artisanat et même du salaire lié à l'agriculture ou au commerce. Ceux qui n'associaient pas deux activités exerçaient au moins une et s'y mettaient très sérieusement pour avoir le strict minimum.

Ce deuxième chapitre de notre travail vient de nous donner en quelques sorte la situation de la commune Mpanda avant la crise socio-politique d'octobre 1993 qui a secoué la dite commune.

CHAPITRE III : L' EVOLUTION DE LA COMMUNE MPANDA DE 1993 à 2003

Avant d'aborder l'impact de la crise sur la commune de Mpanda, nous avons jugé bon de présenter un aperçu général de ce qui se passait au niveau national car le déroulement et les conséquences de la crise se sont faits de façon identique au Burundi en général et à Mpanda en particulier.

Les conséquences de la crise d'octobre 1993 au Burundi ne peuvent pas être toutes relevées avec exactitude aussi longtemps que ladite crise n'est pas encore terminée. *« D'une façon générale les conséquences de la crise ont été directement les pertes en vies humaines ; notons que jusqu'à la fin du mois de janvier 1994, l'estimation générale admise faisait état de 60.000 à 100.000 morts »*[23].

« Selon Kagimbi Daniel, les estimations du nombre de victimes se situent entre 100. 0000 et 300.000 morts »[24]. Toutefois les pertes en vies humaines continuent à s'observer dans certaines régions du pays et même dans la capitale Bujumbura c'est pour cela qu'il serait impossible de faire un bilan définitif surtout que la crise n'a pas encore cessé.

A côté de ces pertes en vies humaines, il faut signaler les déplacements forcés de populations (les déplacés, dispersés, les exilés) vers des centres de l'intérieur du pays, de la capitale et des pays voisins, lesquels sont les conséquences des actes de génocide commis à travers tout le pays.

Les événements sanglants survenus depuis octobre 1993 ont détruit des familles et ont généré un lot de veufs et d'orphelins. Du fait de l'insécurité engendrée par ces événements plusieurs centaines de milliers de personnes sont devenus soit des déplacés vivants dans les camps de déplacés, soit des dispersés trouvant refuge dans des familles.

---

[23] Projet « Antennes provinciales du plan », *Réflexion sur la politique de reconstruction nationale*, Mai 1994, p.1

[24] Kagimbi, D., *Répercussion de la crise d'octobre 1993 sur l'autorité parentale : approche psychologique*, Bujumbura, U.B., 1997, p.

Le tableau ci-dessous nous donne l'idée des mouvements et de la population dans les 13 provinces, suite à la perte de logements[25].

Tableau n° 4 : Les mouvements de la population dû à la perte de logements (jusqu'en avril 1995)

Provinces	Populations déplacés	Populations rapatriées
Bubanza	35.605	4091
Bujumbura	42.544	5354
Bujumbura-Rural	23.141	3181
Bururi	5.001	6822
Cankuzo	4.850	122
Gitega	32.724	3310
Kayanza	43.554	995
Kirundo	34.913	8.031
Makamba	4 601	847
Muramvya	35.420	266
Ngozi	40.433	808
Rutana	1.589	21.531
Ruyigi	7.894	571

Source : Ministère du plan, synthèse des plans provinciaux de reconstruction, Bujumbura, Mai 1995, p. 7

[25] Ministère du Plan, Synthèse des plans provinciaux de reconstruction, Bujumbura, Mai 1995., p. 7

L'enquête ci-dessus a été menée dans 13 provinces sur 16 cas. Dans celles de Muyinga, Karuzi et Cibitoke la situation sécuritaire à l'époque n'a pas permis de récolter les données nécessaires (ce qui sera le cas pour l'habitat).

Enfin les réfugiés constituent la dernière catégorie de ces personnes qui ont changé de résidence depuis le début de la crise. Par exemple le bureau du Haut Commissariat pour les Réfugiés (HCR) au Burundi comptait 353.530 personnes établies respectivement en Tanzanie et à l'ex-Zaïre en 1994.

Ces données ont sûrement changé car des massacres génocidaires se sont poursuivis dans les différentes provinces du pays. Toutes ces populations déplacées constituent une cible facile pour diverses catastrophes socio-économiques.

III.1. Les effets sur les secteurs sociaux

1.1. *Le secteur de l'habitat*

L'habitat est l'un des secteurs de la vie du pays qui a été touché par la crise politico-éthnique d'octobre 1993. D'après l'enquête faite par le Ministère pour le Rapatriement des Réfugiés des Déplacés et la Réinsertion (jusqu'en 1995) sur 13 provinces enquêtées, 109968 maisons ont été détruites soit partiellement ou complètement. Le tableau suivant montre l'ampleur des dégâts sur le secteur de l'habitat.

Tableau n°5 : Dégâts causés par la crise sur le secteur de l'habitat.

Provinces	Maisons détruites
Bujumbura	2394
Bubanza	3697
Bujumbura-Rural	3354
Bururi	2505
Cankuzo	2218
Gitega	11104
Kayanza	39231
Kirundo	32231
Makamba	3282
Muramvya	7085
Ngozi	13530
Rutana	2278
Ruyigi	11011
Total	109968

Source : MINISTERE DU PLAN[26], Synthèses des plans provinciaux de reconstruction, Bujumbura, Mai 1995, p.7.

[26] MINISTERE DU PLAN, Synthèses des plans provinciaux de reconstruction, Bujumbura, Mai 1995, p.7.

Nous remarquons ici que la province de Kirundo a fait preuve de beaucoup plus de dégâts avec 38231 maisons détruites, soit près de 35% du nombre total des maisons détruites à travers les 13 provinces enquêtées.

Alors pourrions-nous confirmer que Kirundo a connu plus de dégâts que les autres provinces dans le secteur de l'habitat ? Puisque l'on n'a pas des chiffres pour toutes les provinces, mieux vaut ne pas affirmer cela et laisser de côté une classification d'ordre national.

En plus, après la réalisation de cette enquête en 1995, les destructions se sont poursuivies ailleurs mais pas au même rythme qu'au début de la crise ; il faut poursuivre les enquêtes.

1.2. Le secteur de l'éducation

Pour ce qui est de l'enseignement, des enseignants et élèves ont été tués, des écoles ont été détruites, d'autres ont été occupées par les personnes déplacées. Même les matériaux scolaires ont été cassés et pillés.

Pire encore a été l'embargo imposé au Burundi depuis août 1996 qui n'a pas permis d'importation du matériel scolaire.

« *Ainsi l'insécurité induite et la destruction des infrastructures scolaires sont à la base de la déscolarisation observée. Signalons que le taux de scolarisation est passé de 40% en 1992 à 30% en 1996 pour tous les niveaux confus.* »[27].

---

[27] Kagimbi, D., op.cit., p.19.

Une des caractéristiques de cette jeunesse, inhérente à la crise et à ses conséquences, est la catégorie des enfants dits *« non accompagnés »*. Orphelins ou abandonnés, ces enfants constituent une population très vulnérable dont l'encadrement doit être prioritaire.

Des solutions pour aider ces enfants ont été prises. Des centres d'accueil se sont multipliés en plus de l'intervention des ONG qui continuent à voler au secours de ces enfants.

Néanmoins, la fin de la crise serait la meilleure solution à ces problèmes. Le tableau suivant nous montre les tendances de l'éducation nationale de l'année scolaire 1992-1993 (ou académique pour l'Université du Burundi) à 1996-1997.

Tableau n°6 : Tendance de l'éducation.

Année scolaire / Année académique / Niveau	1992-1993	1996-1997
Ecoles primaires	67%	45%
Ecoles secondaires générales	6,1%	8,1%
Ecoles techniques	40,43%	57,12%
Université	42,58%	43,94%

Source : FNUAP, Rapport d'analyse des problèmes de population au Burundi, Bujumbura, Juillet 1998, p.6.

Sauf l'enseignement primaire qui a connu une baisse, l'enseignement secondaire et supérieur a continué à s'étendre dans la mesure où l'organisation sécuritaire dans les écoles secondaires et à l'université a généralement limité des dégâts.

1.3. Le secteur de la Santé

Suite à la crise, la situation sanitaire s'est détériorée dans tout le pays. Les massacres qui ont touché tous les secteurs n'ont pas épargné même le corps médical. Pour ce fait, les rescapés ont fui le pays, d'autres se sont réfugiés dans des centres urbains plus ou moins sûrs.

La population qui devrait bénéficier des soins médicaux était ainsi délaissée. Du même coup les populations en situation précaire voient leur état nutritionnel se dégrader. Des cas de malnutrition par tranche d'âge ont été relevés dans des centres de santé comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau n° 7 : Malnutrition dans les centres de santé par tranche d'âge (1993 à 1998).

Tranche d'âge	1993	1994	1995	1996
< 5 ans	9777	22568	49273	77897
5-15 ans	3687	6925	12966	26943
15 ans et plus	2305	2622	3303	9063
Total	15769	32115	65492	113903

Source : MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE, Rapport sur population et système de santé, Bujumbura, Décembre 1998, p.17.

Nous constatons qu'en pleine crise les cas de malnutrition ont presque doublé d'une année à l'autre. C'est surtout au sein de la population sinistrée que ce phénomène a été observé surtout chez les plus vulnérables notamment les enfants de moins de 5 ans.

Dans la tranche d'âge de 15 ans et plus, ce sont surtout les femmes qui sont frappées par la sous-alimentation quand elles sont enceintes. Liée à l'insuffisance des vivres, cette situation met la population dans des conditions sanitaires défavorables.

L'expansion des épidémies constitue une autre entrave dont fait l'objet la population sinistrée. Parmi les maladies qui attaquent le plus les sinistrés, celles diarrhéiques font rage dans les camps de déplacés. Par exemple, pour la choléra, 485 cas ont été notifiés en 1993, 657 cas en 1994, 672 cas en 1995 et 713 cas en 1996.

En outre la promiscuité a favorisé les MST(Maladie Sexuellement Transmissible) et le SIDA(**Syndrome de l'ImmunoDéficience Acquise**) dans les camps de déplacés ainsi que dans d'autres lieux de refuge. A titre indicatif *« le taux de séroprévalence est passé de 11% en 1989 à 21% en 1998 »*[28].

En ce qui concerne les infrastructures sanitaires, 42 centres de santé sur 356 répartis à travers tout le pays et 4 hôpitaux sur 40 ont été endommagés. *« Les provinces sanitaires de Cibitoke et de Bubanza ont été profondément touchées : la quasi-totalité des infrastructures sanitaires ont été détruites »*[29].

---

[28] MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE, Rapport sur population et système de santé, Bujumbura, Déc.1998.
[29] FNUAP, Rapport d'analyse des problèmes de population au Burundi, Bujumbura, Juillet 1998, p.6.

III.2. Les effets de la crise sur l'économie nationale.

Il est difficile d'évaluer avec précession les effets de la crise d'octobre 1993 sur la vie économique étant donné qu'elle n'a pas encore pris fin. Mais nous allons essayer de relever secteur par secteur ses conséquences directes bien que les chiffres de références nous aient fait défaut.

2.1. Secteur primaire.

L'agriculture qui est l'activité principale, plus de 80% de la population active, a subi de fortes baisses depuis le début de la crise. Au niveau des cultures d'exploitation, les grandes plantations de café, de coton, de thé, etc. qui habituellement employaient une main-d'œuvre nombreuse ont été délaissées pendant une longue période. Cela pour deux raisons principales : dans ces plantations se cachaient des bandits ou rebelles d'une part et la fuite des populations qui constituaient la main-d'œuvre habituelle d'autre part.

D'autres plantations ont été brûlées par des malfaiteurs enragés qui détruisaient tout sur leur passage. D'où une baisse considérable de la production. Il convient d'ajouter également que la qualité a souffert du relâchement de l'entretien.

« *A titre indicatif le café qui avait une production de 3999 T en 1992 a baissé jusqu'à 2766 T en 1993. La production du thé, autre culture d'exportation, a subi aussi une stagnation : on a enregistré une production de 5952 T (de thé sec) en 1992 contre 5519 T en 1993* »[30].

[30] BRB, Bulletin mensuel n°8, Août 1995, p.20.

Au niveau des cultures vivrières, la situation est plus grave, *« Leur production a chuté de plus de 29% en terme réels entre 1993 et 1996 et en particulier la production de certaines denrées de base pour l'alimentation de la population »*[31].

Cette situation a été aggravée par le nombre grandissant de personnes tuées, de déplacées et de réfugiées. Ces personnes instables qui vivaient de leurs récoltes ne dépendent plus donc actuellement que de l'aide humanitaire.

L'élevage et la pêche sont également des activités qui ont été touchées par la crise. En effet l'élevage a subi des pertes au niveau de l'effectif, du personnel d'encadrement, des infrastructures et matériel vétérinaire. Concernant les pertes en infrastructures et matériel vétérinaire, d'énormes destructions et vols ont été constatés. *« Les pertes totales ont été (jusqu'en 1999) évaluées à 307.776.141 FBU alors que les pertes en gros bétail ont été estimées à 175 millions de francs burundais »*[32] .

Ensuite pour le personnel, certains ont été tués, d'autres se sont trouvés obligés de quitter leur lieu de travail pour cause d'insécurité. *« Jusqu'en 1996, on comptait 37 cadres de collaboration et agents d'exécution décédés tandis que 87 cadres et agents ont été acculés à abandonner leur poste d'affectation pour cause d'insécurité au moment où 13 personnes étaient portées disparues »*[33].

---

[31] FNUAP, ...op.cit., p.9.
[32] PNUD, Les effets de la crise socio-politique sur l'environnement au Burundi, Bujumbura, Janvier 1999, p.113.
[33] Idem.

« Pour ce qui est du bétail, beaucoup de têtes de gros bétail et du petit ruminant ont été abattus ou pillés. Par exemple dans tout le pays les pertes en gros bétail et petit ruminant avaient été estimées à 45.000 têtes de bétail, soit 10% de l'effectif national. »[34] D'où ont été déplacées vers la capitale Bujumbura où il a dû souffrir du manque de pâturage.

Pour ce qui concerne la pêche, malgré l'insuffisance des données, l'on sait qu'à un certain moment l'insécurité n'a pas permis de pêcher sur le lac Tanganyika et dans d'autres rivières comme d'habitude. Bref la paralysie du secteur primaire a affecté directement le développement de l'ensemble du pays.

2.2. Le secteur secondaire.

La crise n'a pas épargné le secteur secondaire. *« La production s'est effondrée en terme réel de 16% en 1995. »*[35]

L'artisanat qui joue un rôle important dans l'économie du pays a vu sa production stagner. Bien plus, certaines unités de production regroupant des forgerons, des potiers, des briquetiers ont souffert doublement.

D'abord ils manquent de fonds de roulement car leurs activités ne sont plus rentables. Ensuite utilisant les produits bruts de la nature, ces artisans ne trouvent pas facilement de matières premières parce que certains endroits deviennent de plus en plus inaccessibles vu l'insécurité régnant ici et là dans le pays.

---

[34] Idem.
[35] FNUAP, Evaluation à mi-parcours du 3è programmes d'assistance du FNUAP au Burundi (1993-1997), Bujumbura, 1995, p.9.

D'autre part les unités artisanales modernes essentiellement de service regroupant des tailleurs, menuisiers, des cordonniers, des mécaniciens ont subi des destructions des équipements et d'autres outils de travail ainsi que le pillage des stocks de leurs produits finis.

Pour ce qui est de l'industrie, à part l'industrie agro-alimentaire qui a mieux résisté, d'autres secteurs industriels ont d'une façon ou d'une autre été frappés par la crise. Par exemple ceux qui distribuaient le lait ont eu des difficultés liées à son approvisionnement surtout en ville. L'insécurité qui régnait dans tout le pays n'a pas épargné les points de distribution de lait.

Dans le domaine du textile et du cuir, les conséquences de la crise se sont fait sentir : la perte du pouvoir d'achat de la population à l'intérieur du pays a affecté les ventes du Complexe Textile de Bujumbura (COTEBU).

Le domaine de construction n'a pas été épargné par la crise. En effet la plupart des entreprises dépendent des programmes d'investissement publics. Alors ces derniers ont connu des retards dans leur mise en place pour des raisons de vote tardif du budget. D'où le ralentissement de la construction, il y en a qui n'ont pas moins prospéré à la faveur de la crise, c'est le cas de l'usine des couvertures qui bénéficie des commandes d'approvisionnement de la part des organisations humanitaires. C'est le cas aussi des industries alimentaires liées aux activités de la brasserie.

2.3. Le secteur tertiaire.

Le commerce a fortement souffert de la crise d'octobre 1993 on a enregistré des décès des commerçants, des pillages des biens, des destructions de boutiques, de magasins. Pour le commerce général, la situation est différente selon les régions et suivant l'ampleur des événements. A l'intérieur du pays et surtout au Centre-Est et au Nord, les commerçants, leurs magasins et dépôts ont été les premières cibles.

En raison de la baisse de la production ainsi que des entraves à la circulation des biens et des personnes pour cause d'insécurité, le commerce des produits vivriers a connu un ralentissement considérable.

Concernant les importations et les exportations, le Burundi a été confronté à des pénuries des produits surtout depuis l'année 1996 car l'embargo imposé par les pays voisins a perturbé toute entrée comme toute sortie de marchandises. Bref la crise socio-politique a profondément affecté les activités. *« Par exemple le pays a enregistré des taux de croissance économique négative de -5,7% en 1993 et -6,7% en 1994 »*[36].

III.3. La crise dans les activités agricoles.

A l'instar des autres régions du pays, la population de la commune Mpanda vit essentiellement de l'agriculture et de l'élevage.
Le secteur agricole n'a pas échappé à la crise Le déplacement des populations de leurs terres et l'absence des conditions favorables au travail agricole sont quelques uns des facteurs qui ont influencé la baisse du rendement agricole.

---

[36] FNUAP, Evaluation à mi-parcours du 3e programmes d'assistance du FNUAP au Burundi (1993-1997), Bujumbura, 1995, p.9.

Les populations déplacées ne pouvaient plus entretenir leurs exploitations agricoles comme auparavant. Leurs produits ont été souvent pillés par les malfaiteurs et leurs terres ont été quelques fois occupées illégalement. La situation socio-foncière s'était compliquée davantage.

3.1. La diminution de l'espace cultivé.

Suite à l'insécurité qui a régné dans la commune Mpanda surtout à partir de 1994, on a assisté à un déplacement massif des populations, une partie vers les sites au chef-lieu de la commune et à la ferme de Gifurwe. Une autre partie s'est éparpillée dans la brousse ou a pris le chemin de l'exil surtout au Congo Démocratique.

« Ici il faut différencier les déplacés de 1993 et ceux de 1994 car les premiers déplacés de 1993, c'étaient des personnes fuyant les massacres dans toute la commune tandis que les deuxièmes déplacés, ceux de 1994, sont des personnes fuyant les attaques des hommes armés et les représailles de l'armée gouvernementale »[37].

Une des conséquences de ce mouvement est que la commune a perdu une partie de sa population active. Donc la force de travail était considérablement diminuée. De même l'insécurité a empêché les populations non déplacées à s'occuper rigoureusement de leurs exploitations.

Plusieurs terroirs jusque-là mis en valeur ont été délaissés. Ce phénomène a été davantage observé dans le secteur des contreforts où une partie des terres cultivables n'était plus rentabilisée.

[37] Ndayambaje, F., 57 ans, Assistant agronome, Mpanda, 25.09.2003.

Signalons que la partie des contreforts fournit à la commune tout le manioc, une partie de l'huile de palme et de banane. La plaine de l'Imbo a, elle aussi, subit la diminution de l'espace cultivé dans une moindre mesure. Cela s'est manifesté par plusieurs endroits phénomène rare avant la crise.

En plus de cette diminution de l'espace cultivé, le calendrier agricole a été perturbé pendant les années 1996 et 1997 suite aux perturbations climatiques. Ces dernières ont certainement eu un impact sur la production agricole dans toute la commune surtout pendant l'année 1997. En effet les produits de base comme le haricot commençaient a être rares.

« *Tout cela a contribué à la chute de la production alimentaire sur les collines conduisant à une grande insécurité alimentaire, les produits devinrent inaccessibles sur les marchés locaux notamment le marché de Musenyi du fait de la sous-production et de l'emballement des prix* »[38].

Il a fallu un retour progressif de la sécurité pour que la population se remette à exploiter les terroirs qui étaient déjà abandonnés. Il faut signaler que même les « *paysans multiplicateurs* » que l'on prenait pour modèle et que le projet Mirwa prenait en charge en fournissant des semences n'avaient pas pu poursuivre efficacement leurs activités, ledit projet ayant fermé ses portes.

3.2. L'absence de conditions de vie favorables au travail agricole.

Les déplacements forcés des populations et la persistance de la crise ont eu pour conséquences la désorganisation des activités principales de la population comme l'agriculture.

---

[38] Barigenera, C., 46 ans, Ancien Administrateur de la commune de Mpanda, 29.09.2003.

Que ce soit au niveau national ou local, partout les activités agricoles périclitèrent ; même les petites activités économiques furent touchées créant ainsi une situation générale de pauvreté.

En effet il serait illusoire de s'attendre à un travail bien soigné de la part de quelqu'un qui a passé une nuit blanche, certaines personnes avaient carrément cessé de se rendre dans leurs propriétés par peur d'être tuées. D'autres plus courageuses s'y rendaient de temps en temps mais pendant des heures limitées de la journée, (de la fin de matinée jusque dans l'après-midi) se faisant accompagner par des militaires.

L'absence des conditions favorables au travail agricole ajoutée à la diminution de l'espace cultivé ont entraîné une baisse considérable au niveau de la production agricole. En effet, certains ménages qui, avant la crise d'octobre 1993 n'avaient aucun problème pour se nourrir ont été amenés dans une situation où ils doivent tendre la main aux organisations humanitaires et à d'autres bienfaiteurs.

Certes ces derniers ont porté secours à plusieurs personnes en détresse. Mais quelque fois la distribution des aides n'est pas juste et ce ne sont pas toujours les nécessiteux qui en bénéficient. La guerre s'étant généralisée dans les contreforts dès l'occupation du terrain par la rébellion du CNDD-FDD à partir de 1995, une grande partie des habitants des contreforts avait dû quitter leurs maisons. N'ayant plus de possibilité de cultiver ou d'aller récolter dans leurs champs, ils étaient réduits dans une situation de misère et de dépendance vis-à-vis des aides humanitaires.

3.3. La crise et le café.

La variété la plus cultivée dans la commune Mpanda est le café arabica.Le café robusta demande plus de l'eau et de l'engrais. Mais les paysans n'ont pas de moyens pour se procurer de tout le nécessaire pour son entretien. C'est pourquoi la culture du café avait été confiée aux grandes entreprises comme la Ruzizi, lesquelles ont échoué dans leur mission pour manque de capitaux.

En effet le café arabica est inégalement réparti au sein de la commune Mpanda. La zone de Butanuka est la seule zone caféicole de cette commune. Selon les chiffres issus du recensement café, campagne 1992-1993, la zone de Butanuka qui se situe entièrement dans les Mirwa (les contreforts) comptait des effectifs considérables de caféiers.

Au cours de la campagne café 1992-1993, on dénombrait 4265 planteurs qui possèdent 6265 champs caféicoles soit une moyenne de 1,5 champs caféicole pour chaque planteur. Comparé à d'autres cultures comme le haricot, le maïs, le bananier, le café apparaît comme une culture qui n'a pas encore gagné une grande partie des habitants de la commune Mpanda.
En effet même s'il procure de l'argent, le café est une culture délicate et exigeante en termes des soins. Le caféiculteur doit exécuter certaines opérations notamment la taille à blanc, la recherche de la paille, la désinsectisation, la fertilisation minérale et l'égourmandage.
C'est la raison pour laquelle certains agriculteurs trouvent que cette culture est très exigeante et préfèrent s'abstenir tandis que d'autres abandonnent leurs champs caféicoles ou bien remplacent les caféiers par d'autres cultures.

D'après le recensement des caféiers effectué en 1992, le nombre total des caféiers dans la commune Mpanda était de 1.156.273.
Par contre en 1998, le Service de Vulgarisation de la DPAE Bubanza fournit les chiffres de 778.417 pour toute la commune. Cela nous montre que l'effectif de 1992 a été diminué de 377.856 soit une baisse de 32,6%. La zone de Butanuka a été particulièrement touchée par ce phénomène.

a. La baisse de l'effectif total des caféiers.

La zone Musenyi n'étant pas caféicole, c'est la zone de Butanuka qui a enregistré cette baisse. La quantité de café vendue sur les marchés de la commune a été de 69,8 tonnes en 1997 tandis que celle de 1998 s'élevait à 87,415 tonnes. Toutefois au niveau de la production, on ne peut pas avoir des chiffres exacts car certains producteurs peuvent vendre leur café dans d'autres communes, sur les marchés qui leur sont proches. En retour une partie du café produite dans les communes voisines est écoulée sur les marchés de Mpanda.

Effectif des caféiers

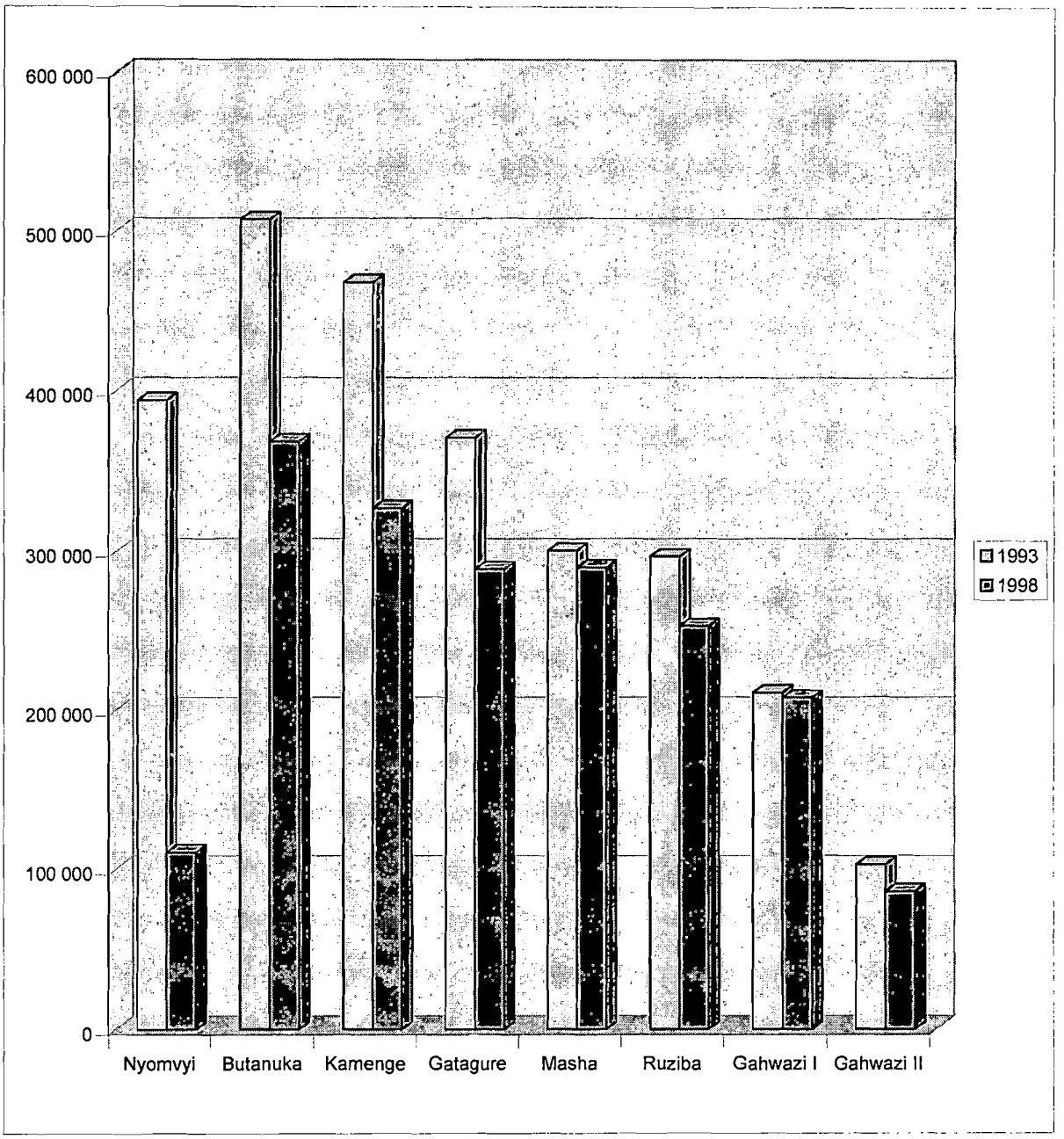


Figure : Comparaison des effectifs des caféiers pour les années 1993 et 1998 pour la commune de Mpanda.

Comme on le voit, il y a une baisse considérable d'effectif des caféiers. Parmi les causes, l'insécurité occupe une grande place. En effet depuis le déclenchement de la guerre, il n'y a plus eu de jeunes plants. Sur toute la commune, les plants de 0 à 3 ans étaient de 845 tandis que ceux de 4 à 8 ans étaient estimés à 63.411. Remarquons que ces derniers sont déjà productifs. Le manque de jeunes plants destinés à remplacer les vieux caféiers n'est pas de nature à favoriser une bonne production caféicole. En plus de l'absence de nouvelles pépinières, l'activité de régénération ne se faisait plus correctement dans la mesure où les opérations de taille se faisaient à la hâte de peur que les bandes armées ne prennent au dépourvue les caféiculteurs comme cela n'a cessé de s'observer. La taille collective étant impensable, celle individuelle ne s'est fait qu'avec le concours des forces de sécurité qui accompagnaient deux fois par semaine les paysans, cellule par cellule. La baisse de 32,6% du total des caféiers de la commune Mpanda s'explique par le fait que la zone de Butanuka a été longtemps le fief des groupes armés qui opéraient dans la région.

Les incendies dans les vergers caféicoles ont entraîné de grosses pertes en caféiers. En effet pour nuire à l'économie nationale, les rebelles avaient opté pour la destruction des champs des caféiers ; plusieurs champs caféicoles ont été brûlés d'une part, d'autre part les champs étaient brûlés purement et simplement par des populations pour des raisons de règlements de comptes ou par des militaires pour des raisons d'éclaircie.
Dans la zone de Butanuka, les incendies des vergers caféicoles ont été constatés dans les secteurs suivants :

- Butembe : 4800 plants ;
- Gahwazi I : 900 plants ;
- Gahwazi II: 642 plants ;
- Karenga : 1246 plants.

Bien que nous n'ayons pas pu avoir de chiffres pour tous les caféiers détruits par les incendies dans toute la commune, nous estimons que les quelques données disponibles sont révélatrices de l'ampleur de tels incendies. Etant donné que même les caféiers qui ont échappé aux incendies n'ont pas fait l'objet d'assez de soins, il est évident que la production en pâtit énormément. En effet les saisons de compagne *« taille et paillage »* ont été caractérisées par une insécurité permanente partout dans le secteur caféicole. Les travaux d'entretien qui s'effectuaient d'habitude collectivement ont été exécutés individuellement. En plus certains centres de dépulpage (CDL) étaient dans des coins inaccessibles pour des raisons de sécurité.

a. Impact de la crise de production caféicole sur les revenus des ménages.

Le café est une culture qui a une grande importance pour les paysans et pour le pays. En effet le café constitue la principale source des devises pour le pays. Le pays a besoin des devises pour faire ses importations mais aussi pour réaliser d'autres projets. Pour le pays, le café constitue une source de revenus non négligeable. Pour la plupart des caféiculteurs, celui-ci leur permet de réaliser plusieurs projets tels que la construction des maisons et l'achat de certains produits manufacturés.

Le café permet aussi à certains opérateurs économiques de se constituer un capital pour démarrer le commerce sans oublier les profits qu'en tirent les commerçants pendant la compagne-café (saison sèche). Cela nous montre que lorsque la production caféicole diminue, ce sont tous les Burundais qui en pâtissent.

En conclusion, nous constatons que l'agriculture a souffert de la crise. La population qui n'avait pas de problèmes en ce qui concerne l'alimentation s'est retrouvée dans une situation de misère et de famine. En effet *« Quand une crise profonde, une révolution, une guerre viennent compromettre l'économie d'un pays, la production industrielle baisse plus vite et plus profondément que la production agricole, mais le mal est plus durable dans l'agriculture. Il faut moins de temps à un pays ravagé par la guerre pour refaire ses ponts et ses routes qu'il ne lui en faut pour retrouver ses rendements agricoles »*[39]. On ne peut pas affirmer que la guerre est le seul facteur qui explique la baisse de la production agricole. D'autres facteurs comme par exemple l'influence des données naturelles peuvent jouer un rôle.

En effet, *« L'activité agricole varie, par nature avec le temps et avec les saisons. Le climat intervient par ses composantes : l'excès ou le manque d'eau, la sécheresse ou l'humidité, le vent et sa violence··· On comprend qu'il ne faut point s'étonner des variations spectaculaires des rendements agricoles. Etant sous la double dépendance des facteurs atmosphériques et des données biologiques, ces facteurs échappent en grande partie, à la volonté de l'homme, ils ne sont pas maîtrisables et, dans la période courte, sont très fluctuants »*[40].

III.4. L'élevage.

L'élevage n'a pas non plus échappé aux effets néfastes de la crise d'octobre 1993. Cela s'est surtout remarqué au niveau de l'effectif des animaux et de la détérioration de conditions d'élevage.

---

[39] Milhaut, J. et Montagne, R., op.cit., p.197.
[40] Idem.

4.1. Une diminution au niveau de l'effectif.

Une diminution sensible a été observée au niveau des effectifs tant pour le bétail que pour d'autres animaux. Il faut signaler que seule la zone de Musenyi possède actuellement des vaches alors qu'avant 1993 la zone de Butanuka en était également pourvue.

a. Le gros bétail.

Dans la commune de Mpanda, le gros bétail est essentiellement constitué de la race Ankolé caractérisée par une faible production en viande et en lait. La race améliorée comme le Sahiwal et le Jersey s'observait dans les fermes de Gifurwe et de Randa. Concernant son effectif, les chiffres issus du recensement de bétail effectué en avril 1992 font état de 4303 têtes de bétail réparties dans les catégories suivantes :

Tableau 8 : La composition du gros bétail en 1992.

Catégories	Effectif
Vaches	1371
Taureaux	764
Génisses	603
Taurillons	545
Bœufs	629
Veaux	391
Total	4303

Source : Résultat du recensement du bétail effectué par les Services Vétérinaires de la commune Mpanda, Avril 1992.

Tableau n° 9 : Effectif des animaux domestiques en 1992.

Types de bêtes	Effectifs	%
Gros bétail	4303	19,2
Caprins	13883	62,2
Ovins	3590	16
Lapins	69	0,3
Porcins	454	2,3
Total	22299	100

Source : Résultat du recensement du bétail effectué par les Services Vétérinaires de la commune Mpanda, Avril 1992.

Toutefois ces chiffres sont à prendre avec beaucoup de réserves. En effet le dénombrement des animaux est faussé par la dissimulation des éleveurs. Plus le troupeau est nombreux, plus la dissimulation est forte : celui qui a un grand nombre de vaches cherche à donner des effectifs réduits pour limiter les dépenses de l'impôt au minimum.

En ce qui concerne le gros bétail, la diminution a été sensible. En effet sur les 4413 têtes de bétail recensées en 1995 par les services vétérinaires de la commune, 1657 têtes étaient encore présentées dans la commune en 1999. Si nous faisons une analyse par zone, nous constatons que la situation se présentait comme suit :

- Zone Butanuka, sur 1992 bovins recensés en 1995, il ne restait que 271 en 1999 soit 13% de l'effectif de 1995. Donc la diminution a été très sensible et est évaluée aux environs de 87%. Les bovins ont subi une diminution de plus de 3/4 dans un délais de 4 ans. Il faut signaler ici qu'actuellement la zone de Butanuka n'a plus de vaches même celles qui avaient échappé aux pillages ont été mises à l'abri dans la zone de Musenyi ou ailleurs.

- Zone de Musenyi, sur les 2421 bovins recensés en 1995, il ne restait que 1395 bovins soit 57% de l'effectif de 1995. Il convient de faire remarquer que la diminution a continué car les bandes armées ont poursuivi ces bovins jusque dans cette zone refuge.

D'une façon générale, nous considérons les effectifs au niveau de toute la commune, la diminution des bovins pour la période de 1995 à 1999 s'évalue à environ 62%.

b. Le petit bétail.

D'après le recensement du bétail effectué en avril 1992, la commune comptait 13883 caprins, 3.590 ovins, 69 lapins et 454 porcins. Nous remarquons que certaines personnes préfèrent le petit élevage parce qu'il est peu exigeant et plus accessible.

Concernant les porcins et les lapins, leur nombre reste encore faible mais s'accroît lentement. Les paysans de la région n'ont pas encore été gagnés à cet élevage. La volaille ne fait pas l'objet d'un véritable élevage : les effectifs subissent de fortes fluctuations en fonction des saisons culturales. En effet les poules sont enfermées ou vendues quelques temps après le semis du haricot, du maïs ou du blé.

Le petit élevage n'a pas échappé à la crise. Cela s'est traduit par une diminution au niveau de leur effectif. Malheureusement nous n'avons pas pu trouver des chiffres pour le petit élevage. Avant la crise, il était rare de trouver un ménage sans poules. Cependant avec la guerre, cette réalité a changé. En effet d'après les résultats d'une enquête effectuée sur place en 1999 c'est-à-dire 5 années d'insécurité, la volaille n'était possédée que par quelques ménages et avait complètement disparu dans la plupart d'entre eux.

4.2. Les causes de cette diminution.

a. Le bétail.

La diminution de l'effectif du bétail trouve en effet l'explication dans plusieurs facteurs notamment les vols et les ventes précipitées suite à l'insécurité que connaissait la région.

En effet, à part qu'il y a absence de conditions favorables à l'élevage traduite par le manque de pâturages et l'insuffisance des soins, les vols étaient faits par les rebelles pour se ravitailler en nourriture tandis que les éleveurs opéraient des ventes précipitées par peur de vol.

Après analyse des effectifs de bovins en 1995 et 1999, nous constations qu'il y a eu une diminution de 2756 bêtes pendant cette période de quatre ans. Parmi les 1657 bêtes qui reste, une grande partie a été soit abattue sur les marchés de la commune ou vendue dans d'autres communes soit volée encore sans oublier les bêtes qui meurent à cause des maladies.

b. Impact de la diminution du bétail sur l'économie du ménage.

Le bétail joue un grand rôle dans l'économie burundaise essentiellement agro-pastorale. En plus du lait commercialisable produit par les vaches, le bétail représente une source de revenus monétaires mais aussi fournit de la viande et du fumier. Pour ce qui est de la viande, il faut remarquer que les habitants de la commune Mpanda ont l'habitude de consommer la viande en général et celle de la vache en particulier. La viande est considérée comme intégrée dans l'aliment de base des habitants de l'Imbo.

En effet *« l'abattage d'une bête en bonne santé par l'éleveur pour en manger la viande ou pour la vendre, reste une chose fréquente »*[41]. Les bêtes abattues sur les marchés proviennent de la plaine ou dans les Mirwa soit dans la commune même ou dans les localités environnantes.

Le lait joue un grand rôle dans le commerce. Le commerce laitier reste un grand stimulateur dans la recherche de l'argent. Pour certaines vaches dont la productivité laisse à désirer, l'apport du lait reste un préalable pour survivre. Ainsi la production laitière est l'une des principaux objectifs de la plupart des éleveurs de la région.

En plus du rôle joué par le lait du bétail dans le commerce, le bétail constitue, par sa vente, une source de revenu monétaire importante. En effet pour les ménages qui possèdent le bétail, ils peuvent acquérir de l'argent au moyen de la vente du bétail. Cependant pour maximiser le profit, il faut bien entretenir ce bétail en le nourrissant suffisamment et en le soignant.

Bref la diminution du bétail a provoqué la baisse de la production laitière, la diminution des revenus monétaires pour les ménages des éleveurs et a rendu chère et rare la viande dans la commune de Mpanda et dans la région.

---

[41] Twagirayezu, F., *L'élevage bovin dans la plaine de basse Rusizi*, Mémoire, U.B., FLSH, Histoire, Bujumbura, Septembre 1982, p.19.

III.5. Le social.

5.1. La perte de certaines valeurs sociales.

L'intoxication de la population par les médias a été le principal promoteur des déchirements qui ont eu lieu entre les Burundais. Toutefois, le manque de confiance entre les individus d'un même pays parlant la même langue en cesse d'inquiéter l'observateur. « *L'ethnie* » constitue ainsi un instrument sûr pour diviser les Burundais. La ségrégation ethnique poussée à outrance qui a par conséquent inculqué dans les cœurs de certains Burundais les idées génocidaire, a complètement changé la face de la société burundaise.

Dans la commune Mpanda, les tueries et l'idéologie d'extermination des Tutsi a contraint des milliers des personnes rescapées à quitter leurs propriétés pour se réfugier dans des centres administratifs, dans les églises ou dans les écoles.

Cependant même ceux qui sont restés sur les collines ont gardé de mauvaises relations. Ils sont animés par une peur de l'autre. Des multiples exemples sont donnés par des propos recueillis auprès des habitants : « *S'il faut acheter quelque chose chez quelqu'un, s'il faut boire quelque chose dans un bistrot, s'il faut voir une autorité··· le critère premier devient l'appartenance ethnique* »[42] .

Laissant de côté l'éthnisation de tous les faits de la vie courante, certaines valeurs de base sur lesquelles est fondée notre société disparaissent progressivement.

[42] *Enquête personnelle.*

« (…) la disparition progressive de certaines valeurs culturelles régissant notre société au détriment de certains phénomènes nouveaux qui s'écartent des normes sociales comme l'inceste, les viols et les harcèlements sexuels commis à l'endroit des mineurs par les adultes, la banalisation de l'acte sexuel par les jeunes, etc. »[43].

Il s'agit en fait du renversement des normes sociales où les valeurs négatives l'emportent sur les valeurs positives. Avec toutes les mutations observées dans la société burundaise actuelle, cette dernière perd petit à petit sa culture. Or comme le dit l'Abbé Ntabona, « *l'homme sans culture tombe au stade de l'animal* » [44].

Des actes de violences qui sévissent dans notre pays mettent sous cet angle tout homme qui a participé et qui continue à participer à ces actes ignobles. Ainsi donc, en envisageant la reconstruction matérielle ne faut-il pas aussi penser à une rééducation morale et culturelle ?

5.2. L'aggravation du chômage.

Beaucoup d'entreprises privées ont dû diminuer le personnel à cause des effets de l'embargo pris par les pays voisins contre le Burundi mais aussi à cause de l'insécurité qui a engendré l'inaccessibilité au terrain

Etant une commune située à proximité de la ville de Bujumbura (à quelque 23 km), la commune de Mpanda, était habitée par des simples salariés et commerçants. L'insécurité avait contraint une bonne partie de la population à fuir.

---

[43] *Ntabona, A., Au cœur du drame burundais : le totalitalisme ethno-centriste, ses soubassements et ses conséquences in ACA.3-4/1994, p.344.*

[44] Bikorimana, A., Peut-on parler de la dépravation des mœurs in ACA.2-3/1997, p.433

Néanmoins avec le retour progressif de la paix, l'on constate déjà la réinstallation de certaines personnes. Parmi elles, il y en a qui ont perdu leur emploi de salarié, victime d'une décision prise par leurs chefs d'entreprises, d'une part à cause d'un long moment d'absence, d'autre part un simple licenciement des employés suite à l'embargo.

En effet il y avait dans la commune Mpanda des fonctionnaires qui ne pouvaient plus se rendre au travail au chef-lieu de la commune ou de la zone suite au climat de suspicion qui prévalait ou ceux qui avaient du travail en ville de Bujumbura l'avaient perdu suite aux absences dues à l'insécurité ou bien l'avaient perdu par peur de passer dans un quartier balkanisé. Certaines personnes ont attendu la fin de l'embargo pour pouvoir retrouver leur travail c'est-à-dire ceux qui se trouvaient au chômage technique alors que d'autres l'ont perdu définitivement.

D'autres, qui ont échappé au lynchage sur le lieu de travail refusent d'y retourner tout simplement comme le dit un interlocuteur : *« Imyaka bamaze bari ngaha ni myinshi kandi mbona atakamaro ku gusubira i Bujumbura gukorerayo n'ayo bahaboneye ! Ntiharagera bazorya bike baryame kare »*[45]. *« Ils viennent de passer plusieurs années ici et je ne vois pas l'importance à ce qu'ils retournent travailler à Bujumbura avec ce qu'ils ont encouru là-bas ! C'est pas encore le temps, ils se contenteront de peu, pourvu qu'ils soient tranquilles ».* C'est leur conviction du moins pour le moment.

[45] NIZIGIYIMANA A., 39 ans, Enseignant à Mpanda, 29.9.2003.

5.3. La délinquance des jeunes.

Dans la commune Mpanda, les jeunes au banc de l'école ont préféré abandonner l'école et cela pour plusieurs raisons dont 3 principales sont les suivantes :

- Beaucoup d'écoliers se sont retrouvés orphelins, ainsi ils ont senti un dégoût de poursuivre leurs études et certains ont préféré se débrouiller autrement pour revenir à la rescousse de leurs petits frères et sœurs rescapées du génocide.
- Les parents étant dispersés, déplacés, ils n'étaient plus en mesure de payer les frais scolaires de leurs enfants.
- D'autres jeunes ont encore refusé de reprendre leurs études suite au désintéressement de l'école. La majeure partie de ces jeunes sans occupation lucrative se sont vite adonnés à la délinquance.

La majorité des jeunes a commencé à s'enrôler dans l'armée et voulait s'organiser pour l'autodéfense en cas d'attaque disaient-ils. Des mouvements d'autodéfense étaient ainsi renforcés. Signalons qu'à partir de 1994, la population était divisée en deux parties ; une partie se trouvait au chef-lieu de la commune avec l'armée nationale et l'autre partie dans les montagnes ou la Kibira avec les bandes armées.

Ainsi ces jeunes optaient pour des comportements immoraux et asociaux. Toutefois la consommation de la drogue et des boissons alcoolisées comme « *Kanyanga* » ou « *Rutuku* » s'est révélée comme le principal facteur d'incitation, d'affolement de certains jeunes pour accéder à la satisfaction de leurs besoins ou pour tuer tout simplement parce qu'ils voulaient gagner sans avoir travaillé. Le pillage ou autres escroqueries permettaient à ces jeunes d'avoir de l'argent coûte que coûte.

Avec les camps de déplacés, les jeunes ont changé de comportement : débauches sexuelles, désobéissance des jeunes appelés *« abatihoma »* n'obéissant qu'aux militaire. S'il est vrai que la délinquance des jeunes n'a pas été inventée par la crise, celle-ci n'a pas moins aggravé la situation à voir la nature des infractions commises par les jeunes en ce temps-là.

5.4. L'enseignement.

La crise que connaît le Burundi n'a pas épargné le domaine de l'enseignement. Les manifestations de la crise dans ce domaine ont été surtout la fuite des enseignants, la destruction des infrastructures et du matériel scolaire, les tueries qui ont touché aussi bien les élèves que les enseignants. En commune Mpanda, certaines de ces manifestations ont été observées.

a. La situation scolaire au cours de l'année 1994.

Au cours de l'année scolaire 1993-1994, toutes les directions scolaires de la commune ne fonctionnaient plus sauf une seule à partir d'avril 1994, c'était l'école primaire de Gifurwe, elle aussi a continué à travailler de par sa position favorable à la sécurité. Le personnel enseignant que comptait les dix directions scolaires de la commune était évalué à 75 personnes. A la rentrée scolaire, la population scolaire était de 3734 tandis qu'au retour en classes en avril 1994, elle était de 2502 soit une déperdition de 32,99% *(voir tableau n°10).* Parmi les 2502 écoliers revenus en avril 1994, 1467 avaient l'âge situé entre 7 et 12 ans. L'état de l'infrastructure était plus ou moins bon.

Tableau n°10 : Situation de la population scolaire au cours de l'année 1994.

Direction scolaire	Population à la rentrée scolaire	Effectif au mois d'avril 1994	Déperdition totale	Taux de déperdition
Murengeza	347	260	87	25,07
Nyamabere	351	288	63	17,9
Musenyi	412	254	158	38,3
Butanuka	467	239	228	48,8
Gatagura	451	367	84	18,6
Gifurwe	323	256	67	20,7
Gahwazi	345	174	171	49,5
Ruziba	301	159	142	47,1
Masha	361	243	118	32,6
Butembe	376	257	119	31,3
Total	3734	2502	1232	32,99

Source: Rapport à l'inspection cantonale de Mpanda du 1er semestre 1993-1994.

b. La situation scolaire à partir de l'année scolaire 1994-1995.

A partir du 14/11/2004, la commune a été secouée par des assaillants venus de Bujumbura dans les zones de Kamenge et Kinama ainsi que des montagnes surplombant la capitale, lesquels voulaient y ériger leur état-major. A ce moment-là les écoles de Mpanda ont été toutes fermées. Certains enseignants ont dû déserter le service tandis que d'autres ont eu des mutations provisoires à cause de la crise. Les écoles ont été saccagées sauf celles se trouvant au chef-lieu de la commune. Celles situées dans les Mirwa ont enregistré plus de dégâts : vitres cassées, matériels scolaires, livres ainsi que pupitres brûlés.

Cependant le personnel administratif des directions scolaires de la commune est resté intact. Concernant les enseignants, nous avons déploré le départ de 64 unités dont nous ignorons toujours la destination. A ces départs il faudrait ajouter 2 décès. D'une façon générale, des 75 enseignants qui avaient commencé l'année scolaire 1994-1995, il n'est resté que 9 *(voir tableau n°11).*

« Signalons qu'à partir de ces événements les écoles sont fermées suite au manque des enseignants, les écoles seront rouvertes à l'année scolaire 1996-1997 avec une condition d'hébergement des écoliers. Quant à l'année scolaire 1995-1996, elle sera banche »[46].

Après une grande sensibilisation des parents, des écoliers et enseignants, 4277 écoliers avaient commencé l'année scolaire 1996-1997. Mais voilà que 2978 seulement ont pu terminer l'année scolaire, soit une déperdition de 1299. Le taux de déperdition pour l'année scolaire 1996-1997 est de 30,37% *(voir le tableau n°12).*

Cela implique que la moitié des écoliers n'ont pas pu terminer cette année scolaire. Les causes étaient un recrutement accéléré de la rébellion du CNDD-FDD. Nous remarquons aussi qu'il y avait un grand problème d'enseignants donc il a fallu un recrutement avec une sensibilisation considérables. Le nombre de départs dans les directions scolaires est dû au fait que la commune Mpanda était devenue un champs de bataille entre les militaires et les rebelles du CNDD-FDD.

Paradoxalement la direction de l'école primaire de Gifurwe a enregistré 2 enseignants. En effet cette direction étant située dans un des secteurs les plus sécurisés de la commune, il est tout à fait compréhensible qu'il n'y ait pas eu des départs et que plutôt elle ait enregistré de nouveaux arrivants.

---

[46] BARIGENERA, C., 46 ans, ancien Administrateur communal de Mpanda, 29.9.2003.

Tableau n°11 : Le personnel enseignant.

Direction	Effectif au début de l'année	Effectif à la fin du 1er trimestre
Murengeza	7	0
Nyamabere	8	1
Musenyi	9	0
Butanuka	9	0
Gatagura	8	0
Gifurwe	7	5
Gahwazi	6	4
Ruziba	5	0
Masha	8	0
Butembe	8	0
Total	75	9

Source : L'inspection cantonale de Mpanda : Rapport de fin du 1er semestre l'année scolaire 1994-1995.

Seules les directions de Gifurwe et Gahwazi ont enregistré très peu de départs par rapport aux autres directions scolaires (4 enseignants seulement : voir tableau n°11). Cela est dû à l'état sécuritaire environnant de ces directions qui était plus ou moins bon.

En effet les écoles qui sont implantées dans les Mirwa ont fonctionné au ralenti durant l'année scolaire 1996-1997 car le taux de déperdition des écoliers était très élevé.

Tableau n°12 : La population scolaire pour l'année scolaire 1996-1997.

Direction	Population scolaire à la rentrée	Effectif à la fin du 3è trimestre	Déperdition	Taux de déperdition
Murengeza	401	318	83	20,6
Nyamabere	405	248	157	38,7
Musenyi	466	267	199	42,7
Butanuka	521	341	180	34,5
Gatagura	505	263	242	47,9
Gifurwe	377	313	64	16,9
Gahwazi	399	331	68	17
Ruziba	356	334	22	6,1
Masha	416	292	124	29,8
Butembe	431	271	160	37,1
Total	4277	2978	1299	30,37

Source: l'inspection cantonale de la commune Mpanda.

La raison majeure de déperdition est sans doute l'insécurité. En plus de climat d'insécurité provoqué par la guerre, la population était en déplacement constant tandis que certains écoliers étaient recrutés volontairement ou involontairement par les rebelles abandonnant ainsi l'école.

L'enseignement secondaire a également souffert de la crise d'octobre 1993. En effet avant l'année scolaire 1993-1994, la commune Mpanda ne disposait pas d'une école secondaire. Le collège communal a commencé à fonctionner avec l'année scolaire 1994-1995 mais suite à l'intensification de l'insécurité, elle a dû fermé ses portes.

III.6. La santé.

6.1.. Infrastructure sanitaire.

Comme nous l'avons expliqué, la commune de Mpanda était pourvue de deux centres de santé. Ces centres de santés étaient moyennement équipés avant la crise. Avec la crise d'octobre 1993, les deux centres de santé avaient été saccagés mais celui de Butanuka a été le plus endommagé car il a été totalement détruit. Ce dernier ne fonctionne même pas actuellement.

Actuellement, avec l'aide de Cordaid, AICF, TPO ainsi que IRC, l'eau potable et l'électricité sont disponibles. Seul le centre de santé communautaire de Mpanda n'est pas encore réhabilité. Notons que dans la commune aujourd'hui comme avant, il n'y a pas de médecins mais des techniciens. C'est pour cela que les cas graves sont toujours envoyés ailleurs soit à l'hôpital de Bubanza soit à l'hôpital HPRC(Hôpital Prince Régent Charles) de Bujumbura.

Signalons aussi que pour combler l'insuffisance des équipements et du personnel médical, les ONG comme Cordaid, AICF, TPO ainsi que CAD ont créé de centres nutritionnels pour accueillir les gens venant des collines, une assistance psycho-social pour les traumatisés de guerre ainsi qu'une assistance en médicaments par la création de cliniques mobiles pour soigner les déplacés dans leurs sites.

Etant donné que le prix des médicaments est élevé, les gens de Mpanda qui ne disposent pas de moyens suffisants, préfèrent les cliniques mobiles des ONGs parce que dit-on, se faire soigner là-bas est gratuit. Et puis même lorsque c'est payant les Cartes d'Assurance Maladie (CAM) sont utilisées.

6.2. L'état sanitaire de la population.

Dans la commune Mpanda, les maladies les plus fréquentées sont surtout les vers intestinaux dus au manque d'eau potable, le paludisme et quelque fois les épidémies comme la dysenterie bacillaire et le choléra (le choléra et rare). Cependant grâce au projet de l'ONG Solidarité qui vise à donner accès à l'eau potable au plus grand nombre possible de population de la commune, plusieurs bornes fontaines sont en train d'être construites. Comme cela, les vers intestinaux disparaissent de plus en plus ainsi que les maladies dites *« des mains sales »* comme la dysenterie bacillaire et le choléra.

Néanmoins suite à la crise qui a sévi dans la commune depuis octobre 1993, nous avons constaté l'augmentation des cas de fièvre typhoïde, les maladies de malnutrition ainsi que l'augmentation des cas de paludisme. La malnutrition a surtout touché les gens des Mirwa qui se sont réfugiés dans les marais et la forêt de Kibira et qui sans doute n'avaient presque rien à mettre sous la dent. *« Beaucoup de gens sont morts de malnutritions et de sous-nutrition »*[47].

Le cas de fièvre typhoïde et de paludisme se sont multipliés et sont évidemment imputables à des mauvaises conditions de vie causées par la guerre. En effet un grand nombre de personnes massées sur un petit espace, sans propreté sont susceptibles d'être attaquées par bon nombre de maladies. Cela explique le nombreux décès parmi la population déplacée de Mpanda. Cependant avec un retour progressif à la sécurité et la construction d'un village pour les déplacés par l'AFVP, beaucoup de gens ont commencé à regagner leurs domiciles et à occuper le village. Ainsi les maladies ont commencé à diminuer elles aussi.

---

[47] BARIGENERA C., 46 ans, ancien Administrateur communal de Mpanda, 29.9.2003.

III.7. Les échanges.

a. La situation des marchés.

Un marché est considéré normalement comme le lieu de rencontre de plusieurs individus, les uns y venant pour vendre, les autres pour acheter ce dont ils ont besoin compte tenu de leurs revenus.

Avant la crise, comme nous l'avons remarqué, la commune Mpanda comptait un seul marché principal et sept autres marchés secondaires à savoir les marchés de Musenyi, Butanuka, Nyomvyi, Murengeza, Ruziba, Nzorya, Nyamabere ainsi que Butemba. Notons que tous ces marchés ne fonctionnent plus actuellement, dans la mesure où l'on assiste à la réhabilitation de certains d'entre eux comme ceux de Butanuka, Murengeza et Ruziba et à la suppression d'autres pour cause d'insécurité.

L'importance de ces marchés varie en fonction de la quantité et de la variété de marchandises sans parler de l'importance des recettes. Après avoir considéré les éléments cités ci-haut, le marché de Musenyi prend la tête du classement. Tôt le matin les vendeuses et vendeurs venus de divers horizons affluent au marché pour exposer leurs produits. Il est très difficile de déterminer le nombre de vendeuses qui fréquentent le marché. Celui-ci change du jour au jour et d'une période à l'autre. Cette forte variation s'explique non seulement par les départs de certains vendeurs après avoir fait faillite mais aussi par l'afflux toujours massif des vendeurs-producteurs pendant les périodes de récolte.

Les principaux produits agricoles vendus sont cultivés au sein même de la commune à l'exception des pomme de terre et dont l'essentiel est fourni par les commerçants provenant de Bujumbura et Kayanza. A cause de leur isolement, les marchés intérieurs de la commune Mpanda sont presque exclusivement fréquentés par la population originaire de Mpanda sauf le marché de Musenyi qui est très fréquenté par les commerçants et acheteurs de divers horizons par sa proximité de la R.N.9. Concernant les produits de l'élevage, les bovins abattus sur les marchés sont achetés par les bouchers. Les deux régions qui constituent la commune Mpanda sont donc chacune spécialisée dans la production de certaines cultures, elles sont donc complémentaires. Cela est très important dans la mesure où la population trouve sur place les produits agricoles dont elle a besoin sans être obligée de parcourir de longues distances.

b. La fermeture du marché de Musenyi.

Le marché de Musenyi se trouve dans la plaine de l'Imbo et tout près de la RN9. Il a fermé ses portes depuis fin 1994 pendant trois ans : le milieu environnant était devenu dangereux suite à la présence des groupes armés. Cette fermeture a eu un impact sérieux sur les revenus des ménages, sur l'approvisionnement en produits divers et sur les recettes communales. En effet la commune perçoit pendant la campagne paddy par exemple une somme de 800.000 FBU par semaine dont plus ou moins 470.000 FBU pour le seul marché de Musenyi. Mais après la compagne paddy, elle perçoit plus ou moins 400.000 FBU par semaine dont 250.000 FBU pour le seul marché de Musenyi. *« Signalons qu'avant la crise la commune recevait plus d'un million de francs burundais sur les taxes des marchés par semaine »*[48].

[48] BARAHINYUTSE, A., Secrétaire communal, 56 ans, 28.902003.

Donc pendant les 43 mois qui correspondent à la période de fermeture, la commune a déploré un manque à gagner de 68.800.000 FBu. Notons ici que le marché de Musenyi totalise à lui seul 43.000.000 FBu soit 62,5% des recettes des marchés de la commune.
En effet la taxe mensuelle perçue sur les autres marchés est estimée à 330.000 FBU soit 41,25% des recettes totales. Ainsi la fermeture de ce marché a contribué à abaisser les recettes de la commune. La conséquence a été que la commune n'était plus capable de payer régulièrement son personnel et de réaliser certains projets de développement.

En outre tenant compte de la quantité et de la variété des produits offerts sur le marché de Musenyi, il est tout à fait compréhensible que sa longue fermeture ait été durement ressentie non seulement au niveau des recettes communales mais aussi par toute la population de Mpanda. En effet, il assure les échanges entre les produits de la plaine et ceux des Mirwa d'une part et les produits de l'Imbo, côté de la commune Mpanda, et de Bujumbura-Mairie d'autre part. Ainsi certains produits comme l'huile de palme, le poisson, le riz et le manioc étaient devenus rares.

Tableau n°13 : Taxe mensuelle sur chaque marché en 2002 pendant la compagne-paddy.

Marché	Montant de la taxe
Musenyi	188.000
Murengeze	260.000
Ruziba	231.000
Nyamabere	219.000
Butanuka	431.000
Nyomvyi	174.000
Total	3.200.000

Source: Comptabilité communale.

Tableau n°14 : Taxe mensuelle sur chaque marché en 2002.

Marché	Montant de la taxe
Musenyi	1.000.000
Murengeze	119.000
Ruziba	47.000
Nyamabere	36.000
Butanuka	318.000
Nyomvyi	76.000
Total	1.600.000

Source : Comptabilité communale.

Les recettes communales varient selon une période. Pendant la période de campagne-paddy les recettes augmentent durant trois mois. Tandis que pendant le temps normal les recettes diminuent par rapport au période de campagne-paddy.

7.1. La baisse de l'offre sur les marchés.

D'une façon générale certains produits agricoles vendus sur les marchés de la commune Mpanda proviennent exclusivement des contreforts et de la plaine. Il s'agit notamment de l'huile de palme, du riz, d'une partie du manioc et de banane. En s'intensifiant dans les Mirwa et dans la plaine la guerre a fait que ces produits n'étaient plus disponibles en quantité suffisante sur le marché. La raison en est que les producteurs qui sont en même temps les fournisseurs n'étaient pas dans leurs propriétés. Signalons que lorsqu'ils ne sont pas récoltés à temps, certains produits deviennent périmés (cas des fruits et légumes). Cependant l'insécurité ne peut pas être le seul facteur qui explique la baisse de l'offre sur les marchés. En effet, les quantités des produits offerts varient sensiblement d'un jour à l'autre et surtout d'une période à l'autre. Par ailleurs les périodes d'abondance ou de pénurie ne sont pas les mêmes pour toutes les marchandises dans la mesure où elles n'ont pas toutes un même calendrier agricole. Le volume total des marchandises augmente sensiblement pendant la saison sèche et cela résulte du fait que beaucoup de produits vivriers mûrissent dans cette même période.

Les produits manufacturés étaient devenus rares sur les marchés. En effet les vendeurs, s'approvisionnaient d'habitude pour la plupart dans la capitale Bujumbura ou au chef-lieu de la province Bubanza. Etant donné que les voies d'approvisionnement étaient devenues peu sûre à cause de l'insécurité, les marchandises n'étaient plus acheminé sur les marchés de la commune comme auparavant.

7.2. Les échanges interrégionaux.

N'importe quel territoire ne peut se suffire à lui seul, il a besoin de faire des échanges avec d'autres. Ainsi bien que la commune Mpanda possède une gamme très variée de cultures vivrières, elle a besoin d'autres produits agricoles qu'elle n'a pas ou qu'elle a en faible quantité. En plus des produits agricoles, les échanges concernent aussi le bétail et les produits manufacturés.

En effet sur les marchés des Mirwa (Butanuka et Ruziba) les gens de Musenyi (dans la plaine) et de Gihanga viennent s'approvisionner en produits agricoles tels que le manioc et les légumes.

En revanche ces gens de la plaine fournissent une partie du bétail abattu sur ces marchés des Mirwa. Les communes environnantes échangent avec Mpanda le riz, l'huile de palme ainsi que le maïs.

La commune Mpanda reçoit surtout le bétail, la pomme de terre, le blé et le petit pois.

Les échanges entre la commune Mpanda et Bujumbura concernent surtout les produits agricoles, le bétail et les produits manufacturés. En effet plusieurs personnes en provenance de la capitale viennent à Mpanda pour s'approvisionner en banane et en riz. Mpanda fournit une partie du bétail abattu sur les marchés de Kinama et Kamenge dans la ville de Bujumbura. Ces derniers fournissent à Mpanda des produits manufacturés. Ces échanges ont également une grande importance pour les communes qui perçoivent une certaine taxe sur les produits échangés.

Cependant les échanges entre Mpanda et le milieu environnant sont rendus difficiles par l'insuffisance des routes qui la relient aux communes voisines dans la mesure où ces voies de communication sont de mauvaise qualité à cause des pentes accidentées.

Ainsi pour s'approvisionnent en produits agricoles et surtout en produits manufacturés ou bien pour vendre leurs produits sur les marchés des autres communes, la majorité de la population s'y rend à pied grâce à réseau de sentiers très denses. Certains sont obligés de parcourir plus de 20 km pour atteindre ces marchés.

En outre l'insécurité est venue rendre plus difficile les échanges. En effet la fermeture du marché de Musenyi et les embuscades sur la route qui relie Mpanda à Bujumbura, ont diminué considérablement les échanges dans la région de Mpanda et partout dans toute la province hormis la commune Gihanga. En plus de nombreux commerçants qui, avant la guerre, approvisionnaient la commune en produits manufacturés se sont déplacés, les uns vers d'autres localités jugées plus sécurisées, les autres se sont réfugiés à l'étranger. Seule une partie des commerçants est restée mais étant donné que la sécurité sur les routes n'était pas suffisante, l'approvisionnement se faisait au ralenti.

D'une façon générale les échanges ont diminué pendant la crise et les habitants de la commune Mpanda n'ont pas pu faire beaucoup de déplacements pour s'approvisionner ou vendre leurs produits de peur d'être volés.

CONCLUSION GENERALE.

Au terme de cette étude, nous constatons que la guerre a fortement remis en cause le progrès qui avait été atteint dans le développement du pays en général et de la commune Mpanda en particulier. La population a vu sa pauvreté s'aggraver. En effet, cela s'est traduit par le pillage, la destruction des infrastructures socio-économiques, l'absence d'un encadrement de la population ainsi que la détérioration des conditions de vie de la population. En outre, les activités agro-pastorale, qui font vivre une écrasante majorité de la population ont également souffert de cette crise.

Ainsi la guerre est venue rendre plus précaires les conditions de vie d'une population qui était déjà vulnérable.

L'étude que nous avons menée nous a permis de constater que la guerre compromet énormément les chances d'un développement durable pour un pays ou une région quelconque. En effet le retard pris par notre commune dans le développement sera difficilement récupérable si la guerre ne cesse pas vite pour que la population se mette vite au travail.

C'est pourquoi, il est souhaitable que ses habitants soient conscients de l'impérieuse nécessité de sauvegarder la paix pour que leur commune puisse aboutir à un développement durable.

BIBLIOGRAPHIE.

I. Ouvrages généraux

1. GUICHAOUA, A. et al., *Les crises politiques au Burundi et au Rwanda,* Université des Sciences et Techniques de Lille, Faculté des Sciences Economiques et Sociales , Villeneuve d'Ascg Cedex, 2e édition, 1995, 372 p.
2. BADIE, B., *Culture et politique*, Paris, Economica, 1988, 187 p.
3. CONTE-SPONVILLE, A., *Dictionnaire philosophique*, Paris, Masson, 390 p.
4. MILHAUT, J. et MONTAGNE, R., *Economie rurale*, Paris, PUF, 2 éd.1968, 286 p.
5. VALLERA, A., GIACCOBI, M.AYDALOT, L., *Economie générale*, Paris, Dunod, 1984, 384 p.
6. RUTAKE, P., *Développement décentralisé, mutations politiques, pouvoir local et développement communal au Burundi*, Paris, Publisud, 1992, 197p.

II. Mémoires.

1. KAGIMBI, D., *Répercussion de la crise d'octobre 1993 sur l'autorité parentale : approche psychologique,* Bujumbura, U.B., 1997, 146 p.
2. MANIRIHO, R., *Etude des conditions d'installation des déplacés du génocide d'octobre 1993 dans les camps de Kiyange, Carame Kanyosha,* Bujumbura, U.B., 1998, 113 p.
3. NDIKURIYO, C., *Administration provinciale au Burundi,* Mémoire, U.B., Fac.de Droit, Bujumbura, Juillet 1982, 108 p.
4. NGENDAKUMANA, D., *La commune et le développement socio-économique au Burundi*, Mémoire, U.B., FSEA, Bujumbura, Oct.1978, 113 p.
5. NIYONGABO, D., *Le comportement et le rôle de la jeunesse burundaise dans la crise d'octobre 1993*, Bujumbura, U.B., 1992, 117 p.
6. SINAGAYE, A., *Analyse systématique en ancienne politique*, U.C.Louvain, DSP, 1992, 189 p.
7. TWAGIRAYEZU, F., *L'élevage bovin dans la plaine de la basse Ruzizi,* Mémoire, U.B., FLSH, Histoire, Bujumbura, Septembre 1982,83 p.

III. Articles

1. BIKORIMANA, A., « *Peut-on parler de la dépravation des mœurs* » in ACA, 2-3/1997, 567 p.
2. NTABONA, A.,« Au cœur du drame burundais : le totalisme éthno centriste, ses soubassements et ses conséquences » in ACA, 3-4/1994, 635 p.
3. TOUSSAINT, J., « *Sur la crise* » in encylopaedie Universalis, France, Symposium, les enjeux -Paris , 1990, 199 p.

IV. Rapport, Enquêtes et autres documents.

1. Antenne régionale du plan, Programme de développement de la province Bubanza 1993-1997, Bubanza, 1998, 20 p.
2. B.R.B., Bulletin mensuel n°8, Août 1995, 81 p.
3. Décret intérimaire du 25 Décembre 1959 sur l'organisation politique du R-U in BORU n°1, 37e Année, 1960, Art.1.
4. FNUAP, Rapport d'analyse des problèmes de population au Burundi, Bujumbura, Juillet 1998, 48 p.
5. FNUAP, -Evaluation à mi-parcours du 3e programmes d'assistance du FNUAP au Burundi (1993-1997), Bujumbura, 1995, p.9.
6. Inspection cantonale de la commune Mpanda : Rapport de fin du 1er trimestre de l'année scolaire 1994-1995.
7. MINISTERE DU PLAN, Synthèses des plans provinciaux de reconstruction, Bujumbura, Juillet 1998, 58 p.
8. MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE, Rapport sur la population et système de santé, Bujumbura, Déc.1998, 26 p.
9. Projet « *Antennes provinciales du Plan* », Réflexion sur la politique de Reconstruction nationale, Mai 1994, 20 p.
10. Rapport de l'inspection cantonale de Mpanda du 1er Trimestre 93-94.